

N° 2739
62^e année
du 3
au 16 janvier 2008
Prix : 3€ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE

2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01 40 39 92 06 – Fax : 01 40 26 31 63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

L'IMPOSTURE ET LA JOIE

C'est un détail qui n'aura échappé à personne : lorsqu'il s'est présenté devant Benoît XVI, jeudi 20 décembre 2007 au Vatican, Nicolas Sarkozy tenait entre les mains deux romans qu'il a offerts au pape : L'Imposture et La Joie de Georges Bernanos. Étrange intention de la part d'un homme dont des photographies récemment publiés dans Paris-Match nous ont révélé qu'il n'avait pas le moindre livre sur son bureau. Et dont Yasmina Réza a pu observer qu'il n'avait pas « la culture de la culture ». Dans ce cadeau fait au Saint-Père, il fallait donc voir autre chose qu'une attention particulière. Un aveu involontaire. La Joie, c'est évidemment le pape, dont la récente encyclique sur l'espérance est un bijou d'intelligence chrétienne. Et l'Imposture ? Cherchez bien. Elle a des lunettes de soleil américaines, des goûts de concessionnaire BMW et une grosse montre qui fait bling-bling. Il ne passe jamais beaucoup de temps sans que son visage apparaisse sur les écrans de télévision.

AGATHON

L'Action française présente ses vœux les meilleurs pour l'an nouveau à ses lecteurs et à leur famille.

République :

la réforme impossible

Commission Balladur :
« Un projet de loi constitutionnelle incohérent »

ENTRETIEN AVEC FRÉDÉRIC ROUVILLOIS

Voir page 2

LE KOSOVO ET NOUS

Ce n'est pas en simples spectateurs que les Français doivent considérer la succession des événements relatifs à la province serbe du Kosovo. Certes, l'agression menée contre la Serbie par les États-Unis et leurs complices de l'OTAN, parmi lesquels la République française, en contradiction avec les principes proclamés ailleurs par les agresseurs, fut odieuse, hypocrite ; à cet égard, selon les critères politiques les plus ordinaires, on peut se demander en quoi le bombardement de Belgrade et de tels autres objectifs civils pouvait, de quelque façon, être favorable aux intérêts de la France et des Français, seuls intérêts dont une politique nationale responsable ait à tenir compte. On peut aussi se demander en quoi il y allait de l'intérêt de la France et des Français que la population serbe fût si longuement traitée avec une telle cruauté, une telle ignominie, et en quoi ce même intérêt veut-il qu'aujourd'hui, le berceau historique de la Serbie lui soit arraché pour constituer, coûte que coûte, un nouvel État européen, parangon de multiculturalisme par islamisation forcée.

Tout cela trouble, inquiète, scandalise, révolte. Nous pensons même qu'envers un pays traditionnellement allié du nôtre, pont naturel entre les deux Europes, il était vital, pour la France et les Français de mener une politique exactement contraire à celle choisie par l'actuel gouvernement de fait.

Mais aux yeux de qui sait lire les événements, la tragédie dans laquelle le pouvoir mondialiste a plongé la Serbie a pour la France une signification plus directe, plus prégnante. Et, alors qu'à notre horizon français, les violences se multiplient et se généralisent, il suffit d'abord de se souvenir que les premières exactions par lesquelles, au Kosovo, se sont fait connaître les revendications sécessionnistes des populations allogènes, ont été des incendies d'autobus.

Accrus en quelques dizaines d'années par des apports de population en provenance de l'État voisin d'Albanie, on a vu des regroupements d'étrangers devenus majoritaires, exclure progressivement les populations d'origine, prendre le pas en plu-

sieurs points du territoire sur les autorités locales, et générer l'avènement de maffias allogènes vivant et s'imposant par tous les trafics illégaux. Ce cadre, qui conduit inévitablement à la rupture du lien social, nous le connaissons bien. Et les sabotages à répétition dont sont actuellement victimes nos voies de chemin de fer, les attaques armées contre les forces de l'ordre, soit attirées dans de véritables guet-apens, soit interdites d'intervention sur des points du territoire, soit provoquées sur leurs bases mêmes, comme dans la nuit de Noël, une brigade de gendarmerie de Belleville, près de Lyon, toutes ces violences sont matériellement identiques à celles qui, sous la protection du pouvoir mondialiste, ont fait tomber le Kosovo dans l'anarchie pour une plus grande exemplarité.

Car c'est d'une agression plus générale qu'il s'agit, la malheureuse Serbie ne jouant ici qu'un rôle de laboratoire. Contre l'État-Nation, il ne s'agit en effet que d'imposer partout un métissage et un mul-

ticulturalisme qui, brisant les solidarités traditionnelles qui fondent le bien commun, rendent plus aisé le gouvernement mondial.

Et là, nous avons une grande leçon à recevoir des Serbes, dont la résistance nous montre que le seul moyen de se défendre est de refuser de jouer le jeu démocratique. Au grand dam des manipulateurs du mondialisme, les Serbes du Kosovo se refusent, face à une majorité étrangère patiemment constituée, à un acte qui ne serait que de la figuration servant d'alibi à l'idéologie.

Dans le reste du territoire, le ressort nationaliste, appuyé par la Russie, qui en est elle-même un exemple, reste encore capable de faire reculer l'ennemi.

A.F.

M 01093 - 2739 - F: 3,00 €



Bonaparte candidat...

L'historien Frédéric Bluche a toujours soutenu - contre l'avis de son confrère René Rémond - que le bonapartisme était un centre et non une droite. Le nouvel engagement du prince Napoléon va dans son sens : il sera la tête de liste du MoDem aux élections municipales à Nemours (Seine-et-Marne).

Le retour de Fabius

Député de la Seine-Maritime et adjoint au maire du Grand-Quevilly, l'ancien Premier ministre a de nouvelles ambitions locales, à défaut d'exister réellement au sein du Parti socialiste : on l'annonce comme futur président de l'Agglo de Rouen au printemps prochain et comme probable tête de file PS aux élections régionales de 2010 en Haute-Normandie.

Henri Guaino capétien

Déclaration du conseiller de Nicolas Sarkozy sur Canal + répondant à ceux qui critiquaient le rappel des « racines chrétiennes de la France » par son patron lors de sa visite au Vatican : « C'est comme si vous faisiez l'impasse sur huit siècles de monarchie française. Ce serait ridicule. Ce n'est pas être monarchiste que de dire que la France a été faite par les Capétiens. » L'Histoire de France est le plus sûr chemin vers le bon sens politique...

Chassé croisé

Sur son aile droite, François Bayrou a perdu Jean-Marie Cavada (qui sera candidat sarkozyste aux municipales dans le XII^e arrondissement de Paris) et l'économiste Christian Saint-Étienne. Sur son aile gauche, il récupère, après Jean-Luc Benhamias, un second Vert de poids : Yann Wehring, ancien secrétaire national du parti "écologiste".

Le comte de Paris à l'Élysée

France Soir a révélé dans son édition du 24 décembre dernier que Nicolas Sarkozy avait, « conformément à la tradition » instaurée par le général De Gaulle, reçu Monseigneur le Comte de Paris à l'Élysée, ce que n'avait pas daigné faire le précédent locataire, Jacques Chirac.

PIERRE LAFARGE

L'AF REÇOIT : FRÉDÉRIC ROUVILLOIS
Commission Balladur : « Un projet de loi constitutionnelle incohérent »

Professeur de droit constitutionnel à l'université Paris V, Frédéric Rouvillois rédige actuellement une étude sur les propositions de réformes institutionnelles de la commission Balladur pour la Fondation d'innovation politique. Il a accepté de répondre à nos questions sur la réforme constitutionnelle à venir. Outre ses ouvrages universitaires (dont Droit constitutionnel, collection Champs-Flammarion), il est l'auteur d'une récente Histoire de la politesse (Flammarion).



Frédéric Rouvillois

L'ACTION FRANÇAISE 2000 - Pouvez-vous nous rappeler les conditions d'élaboration de ce projet de réforme institutionnelle ?

Frédéric ROUVILLOIS - Ce qui me frappe, c'est le changement de rythme, l'accélération de la réflexion constitutionnelle qui caractérise ces travaux. L'annonce d'une révision constitutionnelle par un Président de la république nouvellement élu n'est pas originale. Valéry Giscard d'Estaing ou Jacques Chirac ont procédé de même.

À cet effet Nicolas Sarkozy a nommé une commission - présidée par Édouard Balladur - censée être composée d'universitaires et de politiques critiques envers les fondements de la V^e République. En trois mois, ils ont écrit un rapport conséquent (150 pages, 77 propositions). Nicolas Sarkozy a dans un premier temps

souhaité garder 60 de ces propositions. François Fillon a par contre élaboré en quelques semaines un avant-projet de loi constitutionnelle très en retrait avec seulement trente propositions dont on peut s'interroger sur leur cohérence.

AF 2000 - Quelles critiques formulez-vous sur cet avant-projet ?

F.R. - Tout d'abord les ouvertures proposées vers une extension du référendum ont été éliminées. Sans être complètement dupe des limites de la démocratie directe on peut déplorer que les référendums automatiques sur l'extension de l'Union européenne soient remis en cause par un "bidouillage" juridiquement aberrant permettant à l'exécutif d'opter pour une ratification parlementaire afin d'éviter un rejet de l'en trée de la Turquie dans

l'Europe. Cette ratification parlementaire s'appuierait sur l'article 89 de la Constitution relatif aux réformes constitutionnelles, ce qui n'a rien à voir !

D'autre part je regrette que l'avant-projet du gouvernement écarte la troisième partie du rapport Balladur, consacrée aux droits des citoyens. L'introduction de la proportionnelle au Parlement passe à la trappe, tout comme la possibilité de saisine du Conseil constitutionnel par les citoyens.

AF 2000 - Quelle pourrait être l'orientation nouvelle de nos institutions si cette réforme entre en vigueur ?

F.R. - Le pouvoir exécutif est aujourd'hui à la croisée des chemins. D'un côté on semble se diriger dans la pratique vers une présidentialisation à l'américaine avec un effacement du rôle du Premier ministre, et dans le même temps on va assister à un renforcement constitutionnel des pouvoirs du Parlement. Il en va ainsi par exemple de la fin de l'incompatibilité des fonctions de ministre et du mandat de député : le ministre parlementaire retrouvera son siège dès la fin de sa mission gouvernementale sans qu'il soit nécessaire de recourir à une élection partielle. De même les nominations au Conseil constitutionnel effectuées par le chef de l'État devront désormais être avalisées par le Parlement. L'ordre du jour de l'Assemblée sera désormais partagé entre l'exécutif et les parlementaires.

AF 2000 - Peut-on conclure à l'incohérence de cette réforme institutionnelle si le projet actuel est adopté ?

F.R. - Tout à fait. Ambiguïté des pouvoirs de l'exécutif, dérationalisation du Parlement et restrictions des libertés politiques des citoyens sont au menu de ce projet de réforme. Il y a un incontestable brouillage des références constitutionnelles classiques. C'est symptomatique du "zapping" politique actuel. Le président de la République aspire à une réforme sur-mesure.

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE LAFARGE

Mise au point

Quelques amis nous ont fait part de leur désaccord concernant certaines appréciations contenues dans les témoignages de journalistes en hommage à Pierre Pujo. Évidemment, l'A.F. ne soucrit pas forcément à tout ce qui a été dit à ce sujet, et nous gardons à l'égard de Pierre et de ses engagements notre propre point de vue. Mais nous avons voulu laisser à chacun de ceux qui ont contribué à cet hommage la pleine liberté de son expression sur un homme que nous estimions tous, pensant, comme je l'ai dit dans la présentation que j'ai faite de ce dossier, que c'est "la caractéristique d'une riche personnalité que de pouvoir être jugée de différentes façons." M.F.

Nicolas Sarkozy achète la paix sociale

■ Prenez un responsable national d'un des principaux syndicats des salariés. Qui plus est fonctionnaire. De surcroît, quasiment arrivé à l'âge de la retraite. Cet agent de l'État demande à réintégrer son corps d'origine. Ce qui fut fait, mais avec une promotion non négligeable donnant droit à une retraite des plus confortables. Jean-Christophe Le Duigou, numéro 2 de la CGT et permanent syndical depuis 1978, devrait en effet être nommé fin 2008 conservateur des hypothèques à Corbeil-Essonnes. L'un des postes les mieux payés

de la République. Poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 2010. Et lorsque l'on sait que la retraite des fonctionnaires est basée sur les six derniers mois d'activité...

Une telle promotion ne pouvant venir que de l'Élysée. Qui croit encore que le ministère des Finances est suffisamment autonome pour prendre une telle décision ? Un tel cadeau n'est pas du goût des autres syndicats, notamment SUD et FO, qui indiquent que cette promotion vient récompenser l'attitude « réformiste » du Monsieur Retraite (sic) de la

CGT. Syndicat qui a aidé le gouvernement à mettre fin rapidement aux derniers conflits des cheminots. Un rapprochement déjà dénoncé par la CFDT qui avait fait remarquer à juste titre que le gouvernement traînait pour lancer les négociations sur les régimes spéciaux de retraite. Ceci pour que la CGT puisse reprendre en main sa base, tentée par les syndicats jusqu'au-boutistes SUD et FO. Laissant ainsi perdurer une grève inutile et incomprise...

ARNAUD NAUDIN

"Dernières nouvelles du traité"

■ La Hongrie a été le premier État à ratifier le traité de Lisbonne le 17 décembre. En France - où l'opinion ne s'est jamais montrée aussi favorable à l'UE depuis une quinzaine d'année, si l'on en croit la dernière livraison de l'Eurobaromètre -, le Conseil constitutionnel a rendu son verdict le 20 décembre : comme prévu, une révision de notre loi fondamentale s'impose puisque sont affectées « les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté natio-

nale ». Le Conseil n'a pas manqué de souligner les similitudes du nouveau traité avec la défunte Constitution européenne... Dénonçant une « violation du droit du peuple à des élections libres », des nonistes ont porté l'affaire devant la Cour européenne des Droits de l'homme (à ne pas confondre avec la Cour de justice des Communautés européennes, qui, elle, est directement rattachée à l'Union). Le 21 décembre, son greffier signalait que la Cour avait

reçu « un grand nombre de demandes tendant à l'adoption de mesures provisoires concernant la décision de l'État français de ne pas organiser un référendum sur le traité de Lisbonne ». Cette initiative malheureuse n'a pratiquement aucune chance d'aboutir ; dans le cas contraire, il y aurait matière à s'inquiéter pour la souveraineté de l'État français bien davantage qu'avec l'entrée en vigueur du traité modificatif !

G.D.



10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 • Fax : 01 40 26 31 63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : **Philippe Champion**
- Rédacteur en chef : **Michel Fromentoux**
- Politique : **Pierre Lafarge**, chef de rubrique, Georges Ferrière.
- Politique étrangère : Pascal Nari, Sébastien de Kererro.
- Économie : Henri Letigre.
- Enseignement, famille, société : **Michel Fromentoux**, chef de rubrique, Aristide Leucate, Guillaume Chatizel.
- Médecine : Jean-Pierre Dickès.
- Livres : Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico, François Roberday.
- Culture : Renaud Dourges, Monique Beaumont, Alain Waelkens.
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin.
- Histoire : Francis Venant, chef de rubrique, René Pillorget.
- Art de vivre : Pierre Chaumeil.
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger.
- Médias : Denis About, Arnaud Naudin.
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

2008

Encore une année électorale

À peine sorti des affres des élections présidentielle et législative la France replonge en campagne. Les 9 et 16 mars prochains, nos concitoyens auront à désigner leurs édiles municipaux et leurs représentants aux conseils généraux des départements (du moins ceux qui sont renouvelables cette année).

Au mois de mars prochain les Français voteront pour élire leurs conseillers municipaux et leurs conseillers généraux.

Derrière les enjeux habituels de clochermerles, une lutte âpre s'annonce pour le contrôle de véritables mannes financières, surtout au niveau des départements. Gérant notamment les collèges, les routes et nombre de prestations sociales (APA,

RMI...), les conseils généraux ont des budgets bien supérieurs à ceux des régions : là où celui de la région Haute-Normandie atteint 700 millions d'euros, celui du seul département de la Seine-Maritime atteint 1,7 milliards d'euros !

Succès de la gauche

La droite et le centre ont perdu nombre de conseils généraux en 2004, en même temps qu'ils perdaient toutes les régions sauf l'Alsace et la Corse. Si le Parti socialiste est en crise au niveau national, il fait plus que résister au niveau local où un certain nombre de ses éléphants et de ses lionceaux se sont taillé de véritables fiefs à leur mesure.



À peine sorti des affres des élections présidentielle et législative, la France replonge en campagne.

D'une gestion bonhomme de notables de province, les assemblées départementales ou régionales sont devenues en quelques mois des bastions idéo-

logiques, bases arrière d'ambitions nationales (Poitou-Charente pour Ségolène Royal, Seine-Maritime pour Laurent Fabius...). La droite pourrait perdre de nouvelles collectivités territoriales, comme l'Allier ou la Loire. Ces élections pourraient également voir le Parti communiste obligé de renoncer aux deux derniers conseils généraux qu'il contrôle : la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne.

Changements sociologiques

Dans les grandes villes et même dans les villes moyennes, une poussée du centre gauche est attendue, écho différé de celle qui a porté Bertrand Delanoë au siège de maire de la Capitale en

2001. C'est la conséquence d'un changement sociologique des centres-villes, désormais livrés aux "bobos", pseudo élites dénationalisées et à fort pouvoir d'achat. Même si elle fait alliance avec le MoDem de François Bayrou dans certaines villes comme Bordeaux ou Rouen, là encore la tâche sera dure pour l'UMP, d'autant plus que son appareil national a été proprement décapité par Nicolas Sarkozy au profit de l'Élysée et des différents ministères. Néanmoins; on peut s'attendre à ce que le nouveau président de la République s'investisse personnellement dans la campagne. Quitte peut-être à y laisser des plumes.

Par les subventions qu'elles accordent, par les pouvoirs que leurs ont conférés les lois de décentralisation de 1982 et 2005, les collectivités locales pèsent de plus en plus dans notre vie politique. Raison de plus pour les royalistes de s'y intéresser et de s'y impliquer.

PIERRE LAFARGE

Le dernier crime de la Révolution française

Chaque jeudi, ma grand-mère m'emmenait visiter des musées et inlassablement, me les faisait revisiter. Elle était née en 1900 ; elle avait connu la pauvreté sous la République. Il va de soi que ce qu'on nomme aujourd'hui sa culture, voire son "être social", la portait plus vers ce qui réunit, ce qui renforce que vers ce qui agresse et divise. Son patrimoine, c'était l'Histoire. De France, bien entendu. Elle voulait me le transmettre à travers les réalisations visibles dans les musées parisiens. Je ne me lassais pas, et elle en était bien aise, du musée de l'Armée, des Colonies, de la Marine, mais je l'avoue, mon préféré, c'était le musée Grévin où j'adorais par-dessus tout les tableaux d'histoire. C'était mon peuple, c'était ma vie. Une sourde insistance, fait de métempsychose et d'autosuggestion me soufflait que j'étais au Camp du Drap d'or et que j'avais dansé à la Malmaison. J'étais très content, très satisfait, très heureux d'appartenir à cette famille. J'avais trouvé *chez moi*.

Hélas, un des tableaux me remplassait d'une affreuse détresse, d'une noire tristesse. Un enfant souffrait dans un lit aux draps sales,

sous les regards sadiques de deux gardes-chiourmes. Le pauvre gosse était en prison, sous le seul prétexte d'avoir eu des parents. Un détail, surtout me bouleversait : des rats venaient impunément dans l'écuille de l'infortuné gamin. Il avait mon âge ; j'en aurais pleuré. Il n'est pas impossible que je ne l'ai réellement fait.

Ce que je ne savais pas encore, c'est que le musée Grévin, créé et inauguré par Arthur Meyer (1) le 2 juin 1882, était un musée contre-révolutionnaire, qu'à cette scène déchirante de l'assassinat d'un enfant – la mort de Louis XVII n'est rien d'autre – s'ajoutaient l'effroi de Marie-Antoinette devant la tête de la princesse de Lamballe fichée au bout d'une pique et la belle figure de Charlotte Corday rendant la justice (« Pour une fois qu'un Français prenait un bain » *dixit*, il est vrai, Mark Twain).

Le testament de Louis XVI, où il déclare notamment : « Je pardonne de tout mon cœur à ceux qui se sont faits mes ennemis sans que je leur en ai donné aucun sujet et je prie Dieu de leur

pardonner, de même que ceux qui par un faux zèle ou par un zèle mal entendu m'ont fait beaucoup de mal », était affiché.

Une histoire de France...

En 1999, le groupe Grévin et Cie rachète le musée et le transforme, c'est-à-dire lui donne un sens radicalement contradictoire à son histoire. Louis XVII, Charlotte Corday et la princesse vont au panier. Une seconde fois. Sera conservée quelque temps, dans la grande salle qui fut d'accueil et qui s'appelle maintenant "la collection Grévin" Marie-Antoinette. Mais Marie-Antoinette seule et horrifiée, c'est en quelque sorte un personnage *intransitif*, sans l'objet de sa frayeur. Il ne manquait pourtant, dans le nouveau musée, de personnages (Delanoë, Kouchner, etc.) qui eussent pu terrifier la pauvre Reine, mais c'était trop, elle passa, elle aussi à la trappe.

Maintenant, le musée Grévin, dont les personnages sont choisis

par « douze célébrités (et non personnalités-A.P.) du monde des Arts et des médias (!), présidée par Bernard Pivot » se devait d'être dans la norme. Nous avons droit à un esclave noir enchaîné à côté de la Déclaration des droits de l'Homme (« Préface criminelle d'un livre impossible » écrivit Rivarol). D'où vient cet esclave. Qui l'a enchaîné ? À quelle époque ?

Suivent les héros positifs et les héros négatifs comme au bon vieux temps du réalisme socialiste : Fouquier-Tinville, qui remplace manifestement Charlotte Corday et Jeanne d'Arc, mais attention – la Royauté n'est pas fiable – « abandonnée » par Charles VII « qui ne fit rien pour la délivrer ». Personnages négatifs : l'Inquisition, telle que dans les romans du XIX^e siècle avec voix "off" de torturés et Catherine de Médicis, contemplant avec un brin de sadisme des protestants assassinés, les catholiques n'ayant jamais connu la rigueur massacrante des protestants...

On objectera qu'un tableau montre Louis XVI apprenant sa

condamnation à mort dans sa cellule. Mais cette scène où Louis XVI regarde sans la moindre expression par la fenêtre pourrait s'intituler : "Louis XVI se demandant s'il doit sortir avec un parapluie". Cette scène est là pour "dépassionner le débat" comme l'on dit sur les plateaux de télévision.

Ces saynètes sont désignées sous l'appellation « Une histoire de France ». Sursaut d'honnêteté ? Le plus significatif, dans cet amas, cette accumulation de vraies et fausses gloires contemporaines ou non ("C'est qui Voltaire ?" ai-je entendu) c'est la présence de deux statues représentants de parfaits inconnus, des quidams ayant gagné, par concours, la gloire d'être statufiés. Andy Warhol, qui avait prédit que chacun connaîtrait son quart d'heure de gloire grâce à la télévision, ne connaissait pas le nouveau Grévin. Je gage qu'il en aurait fait son profit.

ALAIN PAUCARD

(1) Arthur Meyer (1844-1924), directeur du *Gaulois*, journal conservateur et mondain, était royaliste. (NDLR)

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ Vous le voyez dès ce numéro : *L'Action Française 2000* se transforme. Vous trouverez dans ces pages de nouvelles signatures, de nouvelles rubriques, une présentation plus aérée ; notre effort pour toujours plus cerner l'actualité politique et littéraire se renforcera encore dans les prochaines livraisons. Quelle meilleure façon de rendre hommage à Pierre Pujo que de fonder sur de solides bases la continuité du journal pour lequel il a donné sa vie !

Nous tentons malgré tout un grand pari que nous n'avons pas le droit de

L'avenir de l'Action française

perdre. Pour cela votre aide est plus indispensable que jamais. À vous aussi d'aider votre journal à rester digne de Pierre Pujo ! Mettons-nous tous à l'œuvre. D'ores et déjà vous pouvez être assuré que votre argent ne tombera pas dans un gouffre !

MICHEL FROMENTOUX

* Prière d'adresser vos dons à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 18

Virements réguliers : M. Derville, 7,62 ; Gal Jacques le Groignec, 15,24 ; Mme Yvonne Peyrerol, 15,24 ; Mlle Annie Paul, 15,24 ;

Mme Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Henri Morfin, 32. **Légion des "Mille"** : Claude Le Page, 300 ; Maurice Rabier, 150 ; Jean-Claude Backe, 150 ; Théophile Chaussonaud, 650 ; **En hommage à Pierre Pujo** : Jacques Mourot, 62 ; "Pour mon absence au Banquet et les étrennes d'A.F." : Julien Thévet, 50. Raymond Cola, 35 ; Pierre-Albert Gassot, 25.

Total de cette liste :	1 535,83 €
Listes précédentes :	41 722,77 €
Total :	43 258,60 €
Total en francs :	283 733,15 F.

Apparences trompeuses

Des millions de jeunes réfugiés afghans furent éduqués dans les madrassas du Waziristan — la zone tribale afghano-pakistanaise. Là ils furent formés à l'école d'un courant soufi exalté, l'école Déobandi prônant un retour à "un islam pur". L'école Déobandi, qui écrasa les islamistes politiques afghans au milieu des années 1990, est dite "fondamentaliste" : au contraire de l'islamiste, le fondamentaliste est indifférent à la forme de l'État. Il veut réislamiser les mœurs. Les "élèves" de cette école fondamentaliste sont connus sous le nom de Talibans. Le principal sponsor des madrassas Déobandi, lancé à la conquête de l'Afghanistan, fut Benazir Bhutto.

La fin d'Israël ?

Grand reporter et écrivain, Frédéric Pons, rédacteur en chef du service "monde" de Valeurs Actuelles, est un fin connaisseur des questions militaires. Dans un essai captivant, il revient sur les désastreuses opérations de Tsalah au Liban lors de l'été 2006. À l'occasion de la capture de deux de ses soldats, Israël, orphelin d'Ariel Sharon, voulut se débarrasser du Hezbollah libanais. Pour la première fois de son histoire, Tsalah ne revint pas victorieux, car comme le dit Yossi Kuperwasser, un analyste israélien cité par Pons : « **Le faible gagne s'il ne perd pas. Le fort perd s'il ne gagne pas.** » Négligences, défaillances, impréparation... Les critiques pleuvent dès avant la fin des opérations. L'essentiel de la sécurité de l'État sioniste repose sur sa dissuasion. La défaite sur le Litani l'a mise en déroute. Israël est engagé dans un interminable processus de paix avec le Fatah, et soumis à la pression du Hamas. Il est en outre sous la menace de la constitution d'un croissant chiite, du Liban-Sud à l'est de l'Afghanistan, ayant pour épicerie un Iran renforcé par la déroute américaine dans un Irak aux mains des immites et ayant pour horizon l'arme atomique. Cette situation a conduit l'opinion israélienne à vouloir examiner à fond les raisons de cet échec qui marquera sans doute un tournant dans l'histoire de l'État juif, comme le fut la guerre des Six-Jours. C'est à ces événements et leur analyse que nous convie cet ouvrage passionnant.

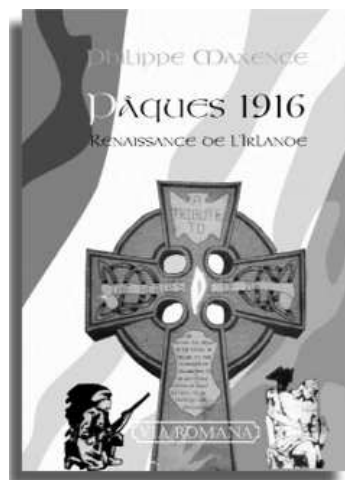
S.de.K.

* Frédéric Pons : Israël en état de choc. Document, Presses de la Cité, 292 pages, 2007, 19,50 euros.

Irlande rebelle

RENCONTRE AVEC PHILIPPE MAXENCE

Des révoltes antibritanniques aux coups de main des rapparees, de l'insurrection de la Pâques 1916 à un possible rejet du "mini-traité européen", ces bandits gentilhommes jacobites du XVII^e siècle témoignent d'un esprit indépendant et rebelle. Comme hier elle résista à l'Empire orangiste, demain peut-être l'Irlande dira-t-elle "non" à l'euromondialisme qui souffle du continent. Malgré les pressions et en dépit des avantages qu'elle a su retirer de son entrée dans l'Union européenne.



L'ACTION FRANÇAISE 2000 - Philippe Maxence, vous êtes rédacteur en chef du bimensuel catholique L'Homme Nouveau, et l'auteur notamment d'une très complète biographie consacrée à Baden-Powell, fondateur du scoutisme. Passionné de littérature anglaise, vous avez écrit un très beau livre sur G.K. Chesterton, Pour le réenchâtement du monde, également pour les plus jeunes une lecture chrétienne du Monde de Narnia. Vous venez de publier un livre sur l'insurrection irlandaise, prélude à l'indépendance de l'Eire, Pâques 1916 : Renaissance de l'Irlande...

PHILIPPE MAXENCE - Comme vous le dites, je suis effectivement passionné par le monde anglo-saxon, ce qui a pour origine Chesterton. Je suis certainement l'un des rares Français à me déclarer disciple du vieux Gilbert et de son ami Hilaire Belloc. Pierre Boutang a naguère magnifiquement traduit *L'Auberge volante* de Chesterton, et cette rencontre littéraire entre deux grands esprits aussi différents reste pour moi un grand moment de ravissement. C'est aussi Boutang qui m'a fait connaître T.S. Eliot sur lequel Stéphane Giocanti a écrit un ouvrage splendide. Mais il faudrait aussi parler de Tolkien et de tant d'autres...

L'AF 2000 - Depuis la conquête qui débute lorsque Oliver Cromwell débarque en 1649 avec sa New Model Army, l'histoire de l'Irlande sera celle d'une longue sujétion politique rythmée d'insurrections. À quoi tient cette insoumission ?

P.M. - Oliver Cromwell catalyse toutes les haines, mais l'occupation anglaise est bien plus ancienne. Elle débute au XII^e siècle pour se terminer au XX^e. C'est l'un des aspects terribles de l'histoire de ce pays, qui bénéficiait pourtant d'une culture et d'institutions anciennes. L'évangélisation de l'Irlande a cette particularité de n'avoir pas été réalisée par les évêques, mais par des moines, à leur tour évangélisateurs du continent. Mais l'Irlande illustre aussi la parole de l'Évangile : « **Tout pays divisé contre lui-même périra.** » La division et la

guerre ont été le ferment qui a conduit des Irlandais à appeler le roi d'Angleterre à la rescousse. Il est venu et il a mis plusieurs siècles à en partir. Entre-temps, il a imposé son hégémonie. L'insoumission irlandaise, souvent écrasée, toujours renaissante, tient à cela.

L'AF 2000 - À la lecture de votre livre, on comprend que l'insurrection de Pâques 1916 a été une geste fondatrice de la renaissance irlandaise. Qu'en reste-t-il dans la mémoire irlandaise ?

P.M. - Les historiens ne cessent de se pencher sur ce soulèvement, ses protagonistes et ses suites. Mais c'est pour le pays une page d'histoire. Fondatrice certes, mais qui n'occupe pas les pensées quotidiennes des citoyens. Il me paraît important de souligner le processus qui a conduit à l'insurrection de 1916 et qui porte en lui une leçon. La libération de l'Irlande a débuté par les retrouvailles d'une élite avec sa langue, avec ses sports nationaux, avec un système d'enseignement différent du système anglais. Ce mariage a donné naissance à une prise de conscience nationale, à la nécessité d'une traduction politique de ces retrouvailles culturelles. Le "non" irlandais a d'abord été un "oui" à sa langue, qui tout naturellement s'est transformé en un "oui" à des institutions irlandaises libres.

L'AF 2000 - L'insurrection limitée à Dublin fut un échec, puisqu'elle déboucha sur une reddition. Quelles leçons politiques peut-on en tirer ?

P.M. - Le soulèvement de 1916 a conduit non seulement à une reddition, mais à une terrible répression. Les responsables de l'insurrection furent passés par les armes, après des simulacres de jugement. Mais cette répression, qui se traduisit pour les autres insurgés par l'envoi en prison et dans des camps en Grande-Bretagne, marqua aussi un tournant. Jusque là, la population de Dublin était opposée aux insurgés : la violence de la répression l'a retournée. Elle fut scandalisée devant les fusillés et abasourdie devant le bannissement et l'envoi dans les camps. Désormais, la

population va faire corps avec la cause indépendantiste. La leçon est évidente. L'histoire n'est jamais écrite à l'avance. Nos revers mêmes peuvent ouvrir la voie à la renaissance. Maintenons les principes ; ne cessons pas de défendre le droit de notre pays à exister face à l'empire, qu'il porte ce nom ou un autre plus consensuel.

Historiquement, l'échec de Pâques 1916 mène aussi à la tête des indépendantistes une nouvelle génération. Elle tire la leçon de la guerre classique qui a été tentée et adopte la lutte clandestine. Le mouvement se radicalise et s'unifie aussi. Désormais, la ligne politique est claire : le refus de toute compromission avec les institutions britanniques, rendu possible grâce à la collaboration d'une partie du peuple. Sans établir un parallèle trompeur, il faut tirer un enseignement de ses échecs, savoir se remettre en question, non sur les principes, mais sur les méthodes et les moyens ; éviter à tout prix l'enfermement dans une situation dépassée.

L'AF 2000 - L'Irlande va être le seul pays de l'Union appelé à se prononcer par voie référendaire quant à l'adoption du "mini traité européen". Après s'être si longtemps battue pour sa souveraineté, croyez-vous qu'elle abdiquera sa liberté ?

P.M. - La Constitution irlandaise impose ce référendum. Il m'est impossible de faire un pronostic car la pression est très grande en faveur du "oui", même si une forte minorité se montre déterminée à voter "non". Comme d'habitude, le plus grand nombre est indécis. C'est lui qu'il faut conquérir. La machine étatique s'est mise en branle dans ce sens, aidée par les courroies de transmission de l'Union. N'oubliez pas la déclaration du Premier ministre Bertie Ahern. Il s'est engagé à « **travailler sans relâche pour expliquer pourquoi nous sommes certains que le traité de Lisbonne est dans l'intérêt à la fois de l'Irlande et de l'Europe.** ».

L'AF 2000 - Au XIX^e siècle, en plus de ses malheurs politiques, l'Irlande subit de terribles famines. Même lorsqu'elle ne mourrait pas de faim, elle a longtemps souffert de sa pauvreté proverbiale. Aujourd'hui, pourtant, elle occupe une forte position économique. Quel contraste !

P.M. - Votre remarque est bienvenue, car elle rejoint aussi vos interrogations sur le référendum. Pour une part, ce développement économique est dû aux aides européennes. Mais il a une contrepartie sur le long terme. L'immigration, bien sûr, mais aussi la nécessité de maintenir le niveau de vie, donc celle de s'ouvrir toujours plus aux marchés extérieurs, donc d'être toujours plus liée à une Europe qui a été pensée

avant tout comme un grand marché. La réussite économique de l'Irlande risque de la piéger quant au maintien de sa liberté et de son indépendance. Le totalitarisme libéral a bien saisi que l'on asservit plus facilement les peuples en les gavant qu'en les envahissant. C'est la démonstration que l'état d'un pays ne se juge pas seulement au regard de sa balance commerciale.

L'AF 2000 - L'Irlande est en mesure de mettre fin au cycle de la Constitution européenne. Croyez-vous que son tempérament la prémunira contre les pressions de l'étranger ?

P.M. - La situation particulière de l'Irlande tient à un double paradoxe. Membre de l'Union européenne, elle subit une partition et l'occupation d'une partie de son territoire par un autre pays membre de l'Union européenne. Le processus de paix semble s'installer durablement. Espérons qu'il ira à son terme avec l'unification du pays. Nous espérons tous que l'Irlande sera le grain de sable qui bloquera le scandaleux processus qui vise à nous réserver sous un nouveau nom le plat que nous avons mis à la poubelle. Mais c'est l'autre paradoxe. L'Union européenne, qui se proclame le bastion de la liberté, ne cesse de coloniser l'Irlande par la pression politique et économique. Le tempérament irlandais en a déjà pris un bon coup. L'hygiéniquement correct règne. Il est interdit de fumer dans les pubs. Les chansons de la Révolution ne s'y font plus entendre.

L'AF 2000 - Aujourd'hui l'Irlande est attractive, elle est devenue une terre d'immigration. Comment vit-elle cette situation nouvelle ?

P.M. - Si l'on se reporte au recensement de 2006, les étrangers représentent un dixième de la population irlandaise, une situation due au fameux boom économique dont nous parlions tout à l'heure. Les Britanniques sont les plus nombreux, mais la communauté asiatique et les Européens de l'Est augmentent fortement, ces derniers depuis... l'élargissement de l'Union européenne. Heureusement, le référendum de 2004 sur le droit du sol, voté à 80 % par les Irlandais, a supprimé l'automatisme de la citoyenneté pour les enfants nés sur l'île. La leçon pour la France est évidente, même si nous sommes confrontés pour notre part à un terrible problème d'intégration qui ne peut être résolu par le seul recours aux valeurs républicaines. Mais qu'il s'agisse de l'Irlande ou de la France, je serais tenté d'invoquer le vieux principe de E.F. Schumacher : *Small is beautiful ; Small is still beautiful* ! Il vaut mieux être petit mais être quelque chose plutôt qu'être perdu dans un grand ensemble, conglomérat anonyme du rien.

PROPOS RECUEILLIS
PAR SÉBASTIEN DE KERERRO

* Philippe Maxence :
Pâques 1916 - Renaissance de
l'Irlande. Via romana, 400 p.,
29 euros.

Pakistan : un coup porté à la stabilité du pays

par
Pascal NARI



Le fait que Benazir Bhutto ait été pratiquement imposée par Washington l'a desservie largement.

Le seul recours, le seul espoir du Pakistan. Sa famille, riche, in-

fluente mais affairiste était, certes, populaire dans certains milieux pour son "style", pour quelques réformes du père, Ali Bhutto, mais elle avait et a également des adversaires farouches dans d'autres milieux.

L'ingérence maladroite de Washington

Le fait qu'elle ait été pratiquement imposée par Washington comme futur chef de gouvernement du président Musharraf, l'a desservie largement. Ne l'oublions pas, son assassinat est également un coup dur pour les États-Unis.

Ces deux dernières semaines, elle avait tenté de se poser en chef de l'opposition, critiqué Musharraf voire les Américains. L'impression laissée par l'ingérence visible, donc mal-

adroite, de Washington en sa faveur n'avait pas été dissipée.

Les élections du 8 janvier auront-elles lieu malgré cet assassinat ? Du point de vue constitutionnel rien ne l'empêche. Les principales forces politiques sont toujours là. Le fils de Benazir Bhutto la remplace à la tête du PPP.

En fait au moment où nous écrivons, le scénario habituel de la vie politique pakistanaise devrait se jouer. Des négociations entre le président Musharraf, les chefs de l'armée et... les Américains. La décision sur l'avenir immédiat en sortira. Le premier impératif des uns et des autres sera la lutte contre le terrorisme islamiste qui nécessite, bien entendu, une certaine stabilité politique dans ce pays à la position stratégique importante et disposant d'armes nucléaires.

En dehors des commentaires convenus, ceux qui connaissent le Pakistan n'ignorent pas que la colonne vertébrale du pays est son armée et... qu'il y a toujours un chef d'état-major. Musharraf n'a pas été le premier. Il ne sera pas le dernier à devoir apparaître au-devant de la scène. ■

C'était, malheureusement, à ne pas écarter. Binazir Bhutto, chef du Parti populaire pakistanaise (PPD), déjà deux fois Premier ministre de son pays et écartée pour diverses raisons, notamment la corruption, candidate à retrouver ce poste après les élections générales du 8 janvier, a été assassinée dans l'après-midi du 27 décembre près d'Islamabad.

La lutte contre le terrorisme islamiste nécessite la stabilité politique dans ce pays à la position stratégique importante et disposant d'armes nucléaires.

En dehors des commentaires excessifs entendus et lus au cours des heures qui ont suivi ce forfait, que pourrait-on en penser à chaud, sans le recul nécessaire à une analyse tout à fait objective ?

C'est incontestablement un coup porté à la stabilité du Pa-

kistan. D'autant plus que le même jour on a également tenté d'assassiner son rival Nawaz Sharif, leader de l'autre grande formation politique majeure du pays, la Ligue musulmane. On en a peu ou pas parlé, mais cela prouve que le complot était beaucoup plus important qu'on ne le pense. On cherchait en quelque sorte à faire le vide au sommet de la vie politique.

Il y a peu de doute sur l'origine islamiste de l'attentat. D'ailleurs Al-Qaïda l'a revendiqué vendredi matin. Mais il n'est pas exclu, et nous l'avons écrit ici même à plusieurs reprises, que certains éléments des services spéciaux pakistanaise aient été au courant de la préparation d'un tel acte et qu'ils aient fermé les yeux. La haine d'une large partie de l'armée et de ses services envers les Bhutto est de notoriété publique.

Malgré ce qu'on a pu dire et écrire, Benazir Bhutto n'était pas

AFGHANISTAN

L'inquiétude grandit en Occident

En moins d'une semaine, trois chefs d'État ou de gouvernement occidentaux se sont succédé à Kaboul, capitale de l'Afghanistan. À commencer par Nicolas Sarkozy.

La France a raison de proclamer que la solution en Afghanistan n'est pas uniquement militaire.

La proximité des fêtes et la nécessité de rendre hommage aux troupes en action dans ce pays n'expriment pas la vraie raison de ces déplacements. La situation empire en Afghanistan : l'année 2007 a été la plus meurtrière depuis le renversement des Taliban en 2001, avec plus de six mille morts dont deux soldats de l'OTAN. Pourtant, c'est avec soulagement et même un certain enthousiasme que les Occidentaux avaient été accueillis dans ce pays et on était en droit d'espérer une normalisation rapide.

Erreurs et fautes

Théoriquement, plus de dix milliards de dollars ont été déversés sur le pays depuis la chute des islamistes. Certes, la spéculation immobilière et quelques commerces, surtout de service, sont florissants à Kaboul et dans quelques villes comme Mazar-é-Sharif dans le Nord du pays. La presse est relativement libre de s'exprimer, les femmes ont retrouvé une place, réduite

il est vrai, dans la société. L'Afghanistan est devenu "fréquentable". Mais le pays profond n'a pas profité de la manne et les résultats des dépenses effectuées par les "alliés" sont peu visibles. Sans la culture du pavot, l'économie afghane pourrait s'effondrer et les gens presque mourir de faim. Ce n'est pas rassurant. Le désenchantement de la population est grand. Les uns vont jusqu'à regretter le règne des Taliban, d'autres constatent qu'à l'époque des *Shorawis* (les soviétiques, allusion aux gouvernements fantoches des communistes) on faisait mieux et plus pour le bien-être de la population, les services publics, l'éducation et la santé.

Résultat : les maladresses et brutalités inévitables des forces alliées, américaines surtout, aidant, l'insécurité gagne du terrain et atteint même la capitale. Les Taliban, s'appuyant en partie sur quelques relais au Pakistan, se nourrissant de la culture de pavot, principale source de trafic et de consommation de drogue en Occident, relèvent la tête, et ce n'est là qu'un euphémisme.

Il faudrait, sans doute, combattre le terrorisme taliban et renforcer la lutte armée. Néanmoins il serait illusoire de penser que par la seule lutte armée le problème pourrait être résolu. Les solutions sont aussi, et surtout, politiques, et Nicolas Sarkozy a eu raison de le souligner au nom de la France à l'issue de son séjour à Kaboul.

Une série d'erreurs, sinon de fautes, ont été commises depuis le début par Washington. Il faut les corriger. Le système parlementaire "à l'occidentale" avec un président, Hamid Karzaï,

tisanale que rurale, aurait des effets bénéfiques rapides dans la population. L'influence des "intermédiaires" installés à Dubaï et ailleurs sur les décideurs locaux ou occidentaux sur place est ainsi



certaines présentable et sympathique, mais de plus en plus impopulaire, ne fonctionne pas convenablement. Washington a eu tort d'écarter le vieux roi Zahir et celui-ci n'a malheureusement pas de vrai successeur.

Les Occidentaux vivent en vase clos, les chefs des forces armées alliés, surtout ceux des unités de terrain, connaissent une rotation trop rapide et sont souvent sans contact avec la population.

Ces mêmes Occidentaux dépensent théoriquement beaucoup dans le pays ; mais en fait, ils se fournissent surtout à l'étranger. Une réorientation des dépenses vers la production locale, tant ar-

une source de corruption dont tout le monde parle, et freine le développement d'une activité économique saine dans le pays. Tout est importé, il faudrait que l'on fasse cesser cela.

Il est établi que les islamistes ont des sanctuaires au Pakistan. Il ne s'agit pas seulement de la fameuse zone tribale à la frontière des deux pays, mais aussi de certaines facilités à l'intérieur de provinces pakistanaise. Quelques éléments des services spéciaux pakistanaise (ISÉS), par anti-américanisme ou par solidarité musulmane, ferment les yeux sur les activités des Taliban sur leur territoire.

Cela aussi devrait cesser. Washington compte surtout sur le gouvernement qui sera formé après les élections législatives dans ce pays, pour recadrer la politique afghane d'Islamabad. Pari non gagné d'avance.

Les anciens seigneurs de guerre, en fait les grands féodaux locaux, ont repris leur influence dans plusieurs régions. C'est une réalité locale traditionnelle dont il faut tenir compte. Depuis deux siècles la politique afghane s'est faite par un arbitrage entre ces influences. Le roi Zahir y excellait. Il n'est pas sûr qu'un homme comme Hamid Karzaï y réussisse.

Quoi qu'il en soit le président Karzaï, malgré ses défauts et ses faiblesses et la corruption avérée de certains de ses proches, est pour le moment irremplaçable. Sa protection est entièrement assurée par les Américains, ce qui irrite fort les Afghans. Mais il n'est pas totalement à l'abri. Les chancelleries occidentales craignent, à juste titre, sa brutale disparition. On n'est jamais à l'abri d'un accident.

La France a raison de proclamer que la solution en Afghanistan n'est pas uniquement militaire. Il faudrait peut-être renforcer la présence militaire occidentale dans le pays, mais en améliorant surtout sa qualité.

Une meilleure coordination entre les puissances engagées dans ce pays s'impose. Mais aussi une réorientation des politiques et un changement des méthodes employées ; nous avons évoqué quelques pistes.

Plus on tardera à s'engager dans les réformes politiques, plus la situation se compliquera. Les inquiétudes occidentales sont justifiées car la crise sera longue et difficile. P.N.

Pour Jacques Chirac, la laïcité consistait dans un grand néant spirituel... Nicolas Sarkozy est moins obtus et ne pense pas que l'on puisse imposer à toute une nation l'idée que l'homme vit seulement de pain. Lui-même sans réelles convictions, capable de soutenir avec autant de brio aujourd'hui une vérité, demain son contraire, récite intelligemment les discours que lui préparent des collaborateurs sachant ce qu'attendent ses différents auditoires. Ainsi, à Rome le 20 décembre, dès son intronisation comme chanoine honoraire de Saint-Jean de Latran, a-t-il employé un langage qui tranche avec celui des laïcards patentés : « C'est par le baptême de Clovis que la France est devenue Fille aînée de l'Église. » Et d'ajouter, non seulement que « les racines de la France sont essentiellement chrétiennes », mais que « arracher la racine, c'est perdre la signification, c'est affaiblir le ciment de l'identité nationale, et dessécher davantage encore les rapports sociaux qui ont tant besoin de symboles de mémoire ». Même au sujet de la laïcité, le Président a dit qu'« elle n'est pas la négation du passé » et « n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes ».

On aimerait pouvoir applaudir. Hélas au moment même où il pérerait à Rome, M. Sarkozy savait qu'à Paris son gouvernement préparait de plus grandes facilités légales de divorcer et que le Sénat relançait le débat sur le travail le dimanche au service du chiffre d'affaires...

Sans compter que tout le reste du discours tend à exalter, au nom d'une "laïcité positive" « toutes les spiritualités qui existent chez nous », comme si toutes se valaient, sans que jamais soit accordée la première place au catholicisme qui a fait la France ! Comment donc "cimenter" l'intégration sans dire ce qui est la référence suprême dans ce pays chrétien ?

Toutefois, M. Sarkozy a dit que « la France a besoin de catholiques convaincus qui ne craignent pas d'affirmer ce qu'il sont et en quoi ils croient ».

Qu'attendent les évêques pour prendre le Président au mot ?

MICHEL FROMENTOUX

LA FAMILLE EN DANGER

Le divorce à la carte

Désormais tout sera simple : on pourra changer de femme ou de mari selon son humeur, pratiquement comme on change de résidence de vacances... Ainsi, en cas de divorce par consentement mu-

Le mariage a cessé selon les lois républicaines d'être une institution pour n'être plus qu'un contrat toujours révocable.

tuel, il n'y aura bientôt plus besoin de passer devant le juge, un notaire suffira à expédier les formalités. Et cela, « dès les mois qui viennent », selon Éric Woerth, ministre du Budget et des Comptes publics.

Cela permettra, nous dit-on, de remédier à l'engorgement de la justice... La procédure, nous dit-on encore, sera plus simple et moins "traumatisante"... Air connu, depuis que l'on nous vante les mérites de la pilule ou de l'avortement à domicile. À chaque fois, sous des dehors de commodités, c'est aux lois mêmes qui fondent la vie et la société que l'on s'en prend.

Faut-il réellement s'étonner de voir ainsi le mariage passer du droit public au droit privé, donc cesser d'être une institution pour n'être plus qu'un contrat toujours révocable ? Faut-il se scandaliser que le chef de l'État lui-même affichant il y a quelques mois sa famille recomposée et même surcomposée, ait divorcé à la sauvette et se montre aujourd'hui partout sans complexe avec sa nouvelle conquête ? Faut-il tomber des nues en voyant de plus en plus de Français considérer le mariage non plus comme un engagement pour la vie en vue de prolonger la lignée, mais comme une simple union de cœurs et d'épidermes, au gré des désirs passagers et plus ou moins avouables de chacun ?

Individualisme

Voilà deux cents ans et un peu plus que la sacro-sainte philosophie des Droits de l'homme ne cesse d'insinuer dans les mentalités qui furent chrétiennes que l'individu doit s'ériger au-dessus de la loi naturelle, que l'axe de la vie morale est dans le sujet qui doit penser indépendamment de l'objet de ses engagements, en somme qu'il n'est pour l'individu d'autre engagement qui vaille que celui qu'il s'impose lui-même et

pour le temps qu'il veut. Tout cela découle de la Déclaration du 24 août 1789 qui fonde le droit sur l'individu et plus du tout sur la hiérarchie des relations entre les hommes qui fondent la société.

C'est dans cet esprit que l'Assemblée législative, à quelques heures de se séparer, vota le 20 septembre 1792 la loi sur le divorce qui portait atteinte directement à l'ordre social et au sacrement que l'Église a institué pour marquer l'engagement devant Dieu, auteur de la loi naturelle.

Le Code civil, appelé à l'origine code Napoléon, promulgué le 21 mars 1804, marqué à la fois par l'individualisme révolutionnaire et par le besoin de jouer sur l'intérêt pour amener les hommes à surmonter cet individualisme, a certes tenté de réhabiliter la famille, mais par pur utilitarisme, non pour lui rendre sa fonction dans l'ordre naturel. Le divorce fut donc maintenu jusque sous la Restauration où en 1816, Louis de Bonald fit voter sa suppression parce que non conforme aux canons du catholicisme, religion d'État. Seule la séparation de corps était maintenue.

La République, troisième du nom, toujours plus désireuse de se couper de toute référence catholique, s'empressa de rétablir le "droit de l'homme" à rompre ce que Dieu a uni. Le 27 juillet 1884

la loi Naquet instaurait le divorce pour faute, donc comme sanction. La restriction était encore trop lourde pour l'esprit libéral qui prévalut dès les années Giscard. La loi du 11 juillet 1975 prétendait dédramatiser la rupture ; elle ré-introduisit le divorce par consentement mutuel et institua le divorce pour rupture de la vie commune ; elle renonça en outre à considérer l'adultère comme un délit pénal.

Pour faciliter plus encore la reprise de la "liberté" par l'individu, le loi du 1er janvier 2005 n'exigea plus deux, mais un seul passage devant le juge pour prononcer un divorce par consentement mutuel. Et voici que maintenant il est question de se passer complètement du juge, comme si casser une famille ne portait nulle atteinte à l'ordre du bien commun !

Comme le dit Rémi Fontaine dans *Le Livre noir de la culture de mort* qui vient de paraître aux éditions Renaissance catholique, le droit de la famille s'efface devant le droit de chacun à la famille qui lui convient : « Sous le faux prétexte de son incompétence (sa neutralité, son laïcisme en matière de morale), l'État s'est désengagé de cette cause nationale en assimilant socialement l'union la plus commune et la plus naturelle (la vraie famille) avec d'autres "modèles" (pluri, mono, homoparentale). »

Sans parler des enfants qui restent marqués pour leur vie entière par la conduite égoïste de leurs parents...

MICHEL FROMENTOUX

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Sarkozy fait commerce de la Justice

Avec l'omniprésident Sarkozy, la Justice est traitée comme de la camelote, à l'instar de celle qu'il arbore indécemment aux poignets, au visage et dans sa tenue vestimentaire. Dans un domaine où l'on attend

Bien triste fin d'année 2007 pour la Justice française et ses justiciables qui n'auront bientôt plus qu'à renouer avec les vieilles institutions du "wergeld" et du duel judiciaire...

de la sérénité, de la prise de champ, voire une prudente hauteur de vue, notre "Sarkoléon le petit" fait montre d'une redoutable désinvolture bolloréenne.

De la justice achetée...

En gros, tout s'achète, il suffit simplement d'y mettre le prix. Ainsi, par exemple, les sept membres de l'organisation non

gouvernementale, L'Arche de Zoé, qui viennent d'être condamnés à huit années de travaux forcés par la Cour criminelle tchadienne, vont-ils être rapatriés vers la mère-patrie, contre espèces sonnantes et trébuchantes, excepté les quelques six millions d'euros à verser en guise de dommages et intérêts. Car, ne soyons pas dupes ! La justice tchadienne, justice d'un pays d'Afrique (avec tout ce que cela peut drainer comme préjugés mal-développementalistes), mais néanmoins souveraine, n'a pu juger équitablement ces zozos de l'arche humanitaire. Cette affaire a suscité des tensions diplomatiques entre le Tchad et la France et l'on peut s'interroger (ce que n'ont d'ailleurs pas manqué de faire les avocats présents) sur la soudaine rapidité du gouvernement tchadien à dresser un procès, après, à peine, huit semaines d'instruction. Il ne faut pas oublier, en outre, la réalité géopolitique de l'État tchadien coïncé, notamment, entre la Libye au nord et le Soudan à l'est, sans parler du Niger à l'ouest et de la République de Centrafrique au sud. Autant de poudrières ethnico-religieuses que le Tchad ne peut contenir seul, notamment si l'on garde à l'esprit les accords de coopération militaires entre la

France et ce pays. Assurément, le Tchad ne peut prendre le risque de se mettre la France à dos, surtout depuis que celle-ci s'est mise (et non le contraire !) dans les petits papiers du Guide de la Jamahiriya libyenne. L'autre point à souligner reste la neutralité toute relative, pour ne pas dire plus, du Quai d'Orsay à l'égard des activités pas si officieuses du radeau des médusés...

... à la justice bradée

Bref, la souveraineté judiciaire ou non d'un État étranger se monnaie à prix d'or pour le petit Nicolas, tout comme la justice d'un pays qui n'est plus souverain comme la France se brade à vil prix. Si l'on n'en parle plus guère dans les médias aux ordres, le problème du redécoupage (au sécateur) de la carte judiciaire persiste et se dirige vers une issue des plus désastreuses pour notre pays. L'exécutrice des basses œuvres, la vraie-fausse diplomate (cf. *Canard Enchaîné* du 31 octobre 2007), la gardienne des sots, Rachida Dati qui avait pourtant annoncé une « concertation » de la Chancellerie avec l'ensemble des magistrats et avocats

de France, savait dès le début qu'elle n'écouterait personne. Dans une note nécrologique datée du 25 septembre 2007, dévoilée par un grand quotidien vespéral, on apprenait la "restructuration" totalement incohérente et arbitraire de certains tribunaux. La région la plus touchée est la Picardie qui, avec trois départements, perd deux tribunaux de grande instance (TGI) dans le seul département de la Somme (Abbeville et Péronne), alors qu'avec une population moins importante, le département de l'Aisne n'en perd aucun. Il est vrai que Xavier Bertrand, vice-président de la communauté d'agglomérations de Saint-Quentin ainsi qu'Éric Woerth, ancien maire puis adjoint au maire de Chantilly (Oise) sont deux ministres et non des moindres (respectivement, du Travail et du Budget) de l'actuel gouvernement de François Fillon. On ne touche pas aux fiefs des copains même si cela doit nuire aux moutons-cochons d'électeurs.

Bien triste fin d'année 2007 pour la justice française et ses justiciables qui n'auront plus qu'à renouer avec les vieilles institutions du "wergeld" et du duel judiciaire...

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

LE PRÉSIDENT AU VATICAN

Vêpres sarkoziennes

Il est venu comme un fils prodigue, entouré de tous les illusionnistes qui pouvaient témoigner de sa vieille catholicité culturelle : Guaino, Gallo, Verdin (op), Guy Gilbert, et même le très déplacé Jean-Marie Bigard, ramassé sans doute dans un coin d'aéroport, ils étaient tous là. Seule manquait Christine Boutin, mais elle avait sans doute une écurie à nettoyer, et des appartements à louer. Comme il s'agissait quand même d'une adaptation moderne de la parabole, on n'avait demandé au rejeton égaré qu'une seule chose, laisser sa putain du moment au vestiaire, avec toute liberté de la reprendre après, si bon lui semblait. Le souverain pontife, sachant qu'il ne s'agirait que d'un retour provisoire dans la maison du Père, n'avait pas tué le veau gras. Pensif et sévère, il n'est pas accouru à la rencontre du porcher retardataire, et s'est contenté de l'attendre dans une salle du trône froide comme un salon d'ambassade.

De nos jours, l'enfant prodigue a un quart d'heure de retard et consulte ses SMS à la sortie. Il ne baise pas l'anneau, mais tressaille quand même en disant « **Très Saint Père** », comme une vieille formule magique. Il ne manque pas d'à-propos et demande au théologien bavarois héritier de la plus antique lignée de souverains où il a appris le français. On lui répond « au gymnase » et il est content. Le président offre au pape, dans une belle édition reliée, son propre livre d'entretiens sur la place des religions dans la France contemporaine, deux Bernanos qu'il n'a jamais lus mais dont on se demande

quel farceur lui a soufflé les titres, *La Joie et L'Imposture*...

Il peut maintenant s'asseoir, tête haute, dans la stalle de la cathédrale du Latran qui lui est réservée comme unique chanoine

Nicolas Sarkozy est venu au Vatican comme un fils prodigue, entouré de tous les illusionnistes qui pouvaient témoigner de sa vieille catholicité culturelle...



honorifique depuis quatre siècles et jouir de cet apanage qu'un prince français, converti, lui, à une époque où il le fallait encore pour régner légitimement, a gagné à sa place. Coincé entre des prélats de la Curie violets et pourpres, à qui il est assorti comme un charretier à des duchesses, il lit le discours que ses amis historiens, républicains et souverainistes ont recopié pour l'occasion sur celui que Chirac avait prononcé dans la même nasse. Rome vaut bien des vêpres. Le changement d'époque, ce sont les journalistes qui l'incarnent, soudain passionnés par cette désuète cérémonie qui rappelle ces temps où le monarque français avait le pas sur tous les autres. Ça rassure le

petit homme à l'aise dans le kitsch jet-set ordinaire de les savoir là malgré la pompe romaine. Il lit donc, et parle de cette laïcité heureuse qui vient, comme d'un matin qui chante. Il remonte à Pépin

le Bref et constate que finalement il n'y a rien de français qui ne soit catholique. Il oublie un peu la Révolution et bat la coulpe de la République anticléricale sur la poitrine de Briand et Viviani. Il promet que désormais toutes les religions seront bien traitées en France, qu'on les laissera, si décidément elles y tiennent, s'occuper des pauvres, des paumés, des fous et des criminels. Que nul ne les empêchera de parler de l'homme, de ses espérances ou du fait religieux. Voilà pour elles, elles ont d'ailleurs intérêt à dire merci, à continuer d'agiter l'éventail et pour le reste à se tenir à carreau. Notre Démosthène remballer son discours et part pour de nouvelles aven-

tures. Péguy, Bernanos, Bossuet, Pascal et Maritain appelés à la rescousse ont dû s'en retourner dans leur tombe.

La vérité de cette affaire, c'est que personne, ni parmi le gouvernement, ni parmi la Conférence des évêques, ne semble capable de repenser le statut de l'Église, ou des Églises, en France. En effet, la République ne dresse plus de listes d'officiers suspects de catholicisme ; en effet, les congrégations ont l'autorisation d'enseigner – dans les strictes limites de la loi Debré ; en effet, la hargne des bouffeurs publics de curé a déchu. Cependant, l'État, propriétaire de la majorité des lieux de culte, les entretient ou les abandonne à sa convenance, et finance, toujours à sa convenance, les lieux de culte d'autres religions, dont il n'est pas prouvé encore qu'elles adhèrent pleinement à la vision anthropologique qui fonde la France. On continue de parler des « **grandes religions** » et du « **fait spirituel** » pour ne pas penser chaque religion en tant que telle. La République, dont M. Sarkozy incarne à merveille l'indigence, se débat dans une purée de pois philosophique, qui l'arrange parfaitement. Il y a, encore une fois, un discours de changement, mais il n'y a rien qui change.

JACQUES DE GUILLEBON

Enfin, ça baisse

Selon l'institut IFOP, qui a réalisé un sondage pour l'édition du 30 décembre d'*Ouest-France Dimanche*, « **après un semestre, le gouvernement subit une baisse de confiance massive** ». En effet, les Français ne sont que 25 % – soit 11 points de moins par rapport à août 2007 – à lui faire confiance pour augmenter le pouvoir d'achat, 27 % (- 16 points) pour maîtriser les dépenses publiques, ou encore 62 % (- 14 points) pour lutter contre l'insécurité. Certes, ce n'est pas qu'il faille donner du crédit à la frénésie sondagière, mais ces chiffres tranchent avec plusieurs mois d'enquêtes commanditées, à l'image des sondages d'*Opinion way*, institut créé pour soutenir l'ascension du candidat Sarkozy et aux méthodes épinglées par la Commission des sondages.

Agenda social : le défi de la représentativité

Dans un courrier adressé aux responsables des organisations syndicales et patronales, le président de la République a fixé l'agenda social de l'année 2008 : 35 heures, droit du travail, retraites... Le programme est plus que chargé et gageons que peu de questions trouveront une réponse adéquate. Mais, soyons sûr que la négociation la plus importante est celle sur la représentativité syndicale qui doit s'ouvrir le 24 janvier dans un cadre interprofessionnel. En effet, le préalable de tout agenda social semble de trouver les bases d'un dialogue reposant sur la participation réelle des salariés, et non plus sur la surenchère des autonomes ou les compromis des syndicats minoritaires.

Frégate de Taiwan : le contribuable paiera

L'affaire des commissions occultes sur la vente des frégates de Thomson à Taiwan, à côté de laquelle le faux listing Clearstream s'apparente à une farce des Pied-Nickelés, trouvent enfin son épilogue. Alors qu'aucun coupable n'a été désigné depuis plus de dix ans, le tribunal arbitral international s'apprête, selon l'hebdomadaire *Marianne*, à condamner la France à une amende de 1,19 milliard d'euros. Un accord entre Thales – ex-Thomson – et l'État prévoit que ce dernier s'acquittera de 73 % de la somme.

N.V.

NICOLAS VEY

ÉCONOMIE

Low économie, zéro politique

« **S**aluds de pauvre » disait Jean Gabin dans *La Traversée de Paris*. L'humour et la gouaille en moins, il s'agit à peu de chose près des seules perspectives économiques proposées aujourd'hui aux Français. Car, dans une obsession consumériste proche de celle

Le gouvernement en est réduit aux pitreries les plus grotesques. Parmi les dernières en date figure une proposition sur l'extension du "low cost", les produits à bas coût...

d'un marchand de tapis et reprenant les dernières analyses en vogue, le gouvernement considère que l'une des principales causes de l'atonie de l'économie française et du mal vivre d'une grande partie de la population de notre pays réside dans les difficultés à satisfaire les « **nouveaux besoins de consommation** » : téléphones mobiles ou baladeurs MP3...

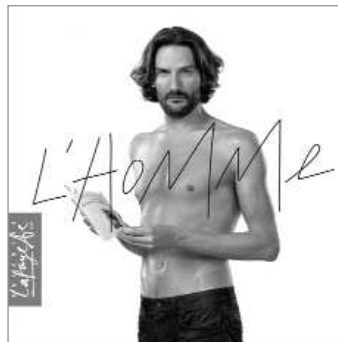
Mais, à chaque problème, sa solution, et c'est à Charles Beig-

deber, PDG de Poweo – *start up* entendant prospérer sur le pactole de la déréglementation bruxelloise du marché de l'électricité, – qu'a été confiée la lourde tâche de la trouver. Dans un rapport pompeusement intitulé « **le low cost, un levier pour le pouvoir d'achat** » remis le 12 décembre au secrétaire d'État à la consommation, le jeune et pétillant membre du conseil exécutif du MEDEF fait montre d'une qualité de raisonnement quasiment imparable : si les Français sont trop pauvres pour consommer, ouvrons leur... des magasins pour pauvres. CQFD, il suffisait d'y penser.

Ainsi, pour renflouer le porte-monnaie des ménagères, le rapporteur plaide pour une extension du "low cost", modèle économique constituant à vendre à des prix défiant toute concurrence des produits et des services d'une qualité prétendument équivalente à ceux du reste du marché. Beigbeder se vante, entre autres, d'avoir déniché trois propositions révolutionnaires, dont l'originalité et la profondeur rappellent pourtant étrangement celles de la commission Attali : faire croître le transport aérien à bas coût, introduire de la concurrence dans la téléphonie mobile en autorisant un quatrième opérateur – pourquoi pas Po-

weo ? – et favoriser le développement du *hard discount* dans la grande distribution alimentaire.

Mais trêve de plaisanterie et observons l'impact potentiel de ces prix cassés. D'ores et déjà, faisons grâce de la poignée d'euros gagnés sur les billets d'avion et ne représentant qu'une part margi-



Les frères Beigbeder, têtes de gondoles de la consommation à tout prix. Frédéric fait de la pub pour les Galeries Lafayette et Charles vante le "low cost".

nale du budget des Français. Au-delà de l'anecdote, quelques remarques de fond : à l'instar du cas des délocalisations, l'avantage du consommateur n'est qu'un vulgaire alibi et la philosophie du "low cost" participe de l'obsession contemporaine de la réduction des coûts, laminant valeur ajoutée, taux

de marge et salaires à l'échelle mondiale. Cette déflation par les coûts – différente dans son principe de la déflation par la demande que l'économie a beaucoup théorisée – pourrait bénéficier aux salariés français si elle n'induisait pas une pression constante sur leurs revenus. De plus, on ne peut être que dubitatif devant la proposition de prix bas pour l'alimentaire à qualité équivalente alors que les prix des denrées de base s'envolent sous la pression de la demande mondiale – 42 % de hausse en trois ans pour le steak haché selon une récente enquête du *Nouvel Observateur*. Le "low cost" semble apparaître alors comme l'une des formes les plus cyniques du capitalisme néo-libéral : alors que les encarts de revenus se creusent sans cesse entre les cadres dirigeants et la plupart des salariés, les classes moyennes et populaires de notre pays se voient réduites à une lente paupérisation dont la seule contrepartie est de bénéficier des in-vendus et des fins de série d'un système ne connaissant que la fuite en avant.

Au final, il reste peut-être un motif d'espoir : Charles Beigbeder lui au moins ne mangera jamais "low cost".



Une pensée, une école, une aventure

Il existait encore un long inédit de Maurras. De Victor Nguyen à Pierre Boutang, tous les maurrassiens sérieux en parlaient avec émotion. Il s'agit d'une correspondance, étalée sur quarante-deux ans, entre le maître de l'Action française et son ancien professeur au Collège d'Aix, devenu évêque de Moulins : M^{gr} Jean-Baptiste Penon. Cette correspondance vient de paraître. Sur 800 pages.

Au commencement de tout, il y a un jeune orphelin de père supérieurement doué, qui devient sourd à l'âge de quatorze ans. Il sent que la vie se ferme à ses appétits en éveil. Il pressent la fin. Incapable de suivre le moindre cours collectif, il ne pourra pas avoir accès à la culture que réclame sa précoce intelligence. Il se trouve qu'un jeune prêtre de trente-cinq ans, « **le meilleur helléniste du diocèse** » dit-on, a entendu parler de ce gâchis. L'abbé Penon enseigne dans les grandes classes. Peu importe ! Il se chargera du jeune Charles, qui, sans aucun débordement inutile, le considère désormais comme une sorte de second père. C'est à cet abbé Penon, point timoré, que l'on doit la montée à Paris, à l'âge de dix-sept ans, du jeune Charles, les premières recommandations (en particulier aux *Annales de Philosophie chrétienne*) et les premiers articles du poulain-prodige : « **Je ne quitte jamais son tombeau de Simiane, où je vais plusieurs fois par an, écrit Maurras en 1945, sans lui rendre l'hommage que Jacques Bainville était bien moins fondé à m'adresser : "Hors le jour, je lui dois tout".** »

M^{gr} Penon est bien l'image du père pour le jeune journaliste. « **Cher Maître** », Charles lui écrira toute sa vie, en lui donnant le titre que l'on ne tarde pas à lui reconnaître à lui-même, autour de Saint-Germain-des-Prés, dans ce Café de Flore où, coquetterie 1900, se pensait et se rédigeait cette "revue grise" que fut la première *Action Française*. Jusqu'à sa mort, Maurras appelle Penon « **Cher Maître** », comme pour reconnaître son autorité, si bénéfique, sur sa jeune vie de sourd et d'orphelin.

Cette correspondance Penon-Maurras, on l'aura compris, n'est donc pas anecdotique : elle a lieu entre un fils et son père d'élection. Comme à un père, le jeune homme se confie. Comme à un père, il ne dit pas tout, loin de là. Il garde pour lui (et, bien plus tard, pour les lecteurs du *Mont de Saturne*) ses premières fredaines. Entre ce père spirituel et ce fils turbulent, curieux de tout, vibrant à tout, prêt à tous les paroxysmes, ce qui domine, avec une confiance mutuelle qui semble inépuisable, c'est une incompréhension quasi

totale. Notons au passage que Maurras sera monarchiste de la même façon qu'il fut fidèle à son ancien maître : avec toute sa confiance envers les princes successifs, mais dans une perpétuelle incompréhension. Je crois que c'est avant tout cette indifférence d'un jeune intellectuel aux avis du père, pourtant reconnu comme tel, qui fait l'intérêt extraordinaire de la pensée maurrassienne.

Dualité

Jamais dogmatique, essentiellement libre, mais aussi viscéralement fidèle, comme seuls peut-être le sont ceux à qui la vie a permis de se choisir un père, le jeune homme semble se complaire dans cette dualité qui sera la grande fécondité de sa vie. Liberté, fidélité, c'est le cocktail détonnant qui fait le charme non périmé de la prose maurrassienne. On peut décliner ce duo à l'infini : insolence et respect ; indépendance et attachement ; classicisme et originalité. Ou encore : hussardise et philosophie.

Le différend qu'il entretiendra toute sa vie avec le philosophe catholique Maurice Blondel, ex-camarade de collège et voisin, provient sans doute du choc entre l'univers duel du jeune écrivain et l'obsession unaire du métaphysicien et théologien. Maurras dérouté parce qu'il se complaît dans cette vision du monde en partie double, qui suppose la pratique permanente de l'analogie : « **Je ne sais rien au monde de plus passionnant que la contemplation des racines divergentes de l'être** » murmure le dandy. Et de reprocher à Blondel la confusion universelle qu'il entretient entre les ordres, sous le signe ambigu du grand Un, comprenez bazar et compagnie : « **Blondel triomphe en vérité en me montrant que sa thèse aboutit à l'unification absolue de tout, au lieu que je suis obligé, comme je l'avoue tristement, de me dédoubler en une foule de circonstances.** »

Simple coquetterie d'homme de lettres, cette profession de duplicité ? Point du tout. Le très jeune homme (cette lettre date de 1890, Maurras a vingt-deux ans) poursuit ardemment : « **Par exemple, ma métaphysique intérieure aboutit au pessimisme, noir et gris, teinté de vagues roses par l'art libérateur. Moralité : la fin du monde, l'extinction de l'humanité et par conséquent des nations, dilettantisme et décadentisme.** » On pense aux gothiques d'aujourd'hui : Maurras est hanté par la mort qui marque toute vie du sceau de l'absurdité. La tentation du suicide le poursuit : « **Depuis trois semaines, écrit-il**

par l'abbé Guillaume de TANOÛARN

par exemple à son mentor, qui ne saisit jamais ce genre d'aveu au bond, **tout ce que je vois est gris, d'un gris mortel. Je ne sais pas comment je vis. Je suis allé ce matin corriger mes épreuves, c'est fétide. J'ai besoin de me débarbouiller. D'abord, je m'en vais prendre un bain de Seine** »...

Dandysme ?

À l'attention de tous les zoïles, on ne redira jamais assez que le grand inspirateur allemand de Maurras, ce n'est pas Nietzsche, qu'il connaît peu, c'est Schopenhauer et son pessimisme radical. Alors ? Va-t-on en rester là ? Maurras aurait pu faire un dandy parisien baragouinant un provençal sommaire à l'usage des gogos et s'amusant à répéter dans l'ordre et dans le désordre les trente beautés de Martigues. Maurras aurait pu être une sorte de Rémy de Gourmont, personnage s'adonnant à la fois aux études abstraites sur la formation des idées, à la fréquentation assidue des "femmes de Paris" et aux rêveries esthétisantes sur le latin mystique. Invoker la dualité (ou « **les racines divergentes de l'être** »), pour justifier cette fatalité fin de siècle, c'est se payer de mots inutiles !

La dualité maurrassienne n'est pas anecdotique (comme la vie d'un dandy) mais fondatrice ; elle n'est pas dissolvante mais constructrice.

Tout son génie se trouve dans cette horreur d'une mort aperçue et dans cet amour immodéré des conditions, intellectuellement senties, du salut moral et mental. L'horreur ? Les systèmes philosophiques mortifères, parce qu'ils se déclinent tous selon le mode purement artificiel ou idéal de l'Un ; l'enthousiasme ? L'observation d'une constante, purement factuelle ou empirique, capable d'introduire à la vérité qui est « **la grande passion de [sa] vie** » : « **Vous voulez m'exhorter, lancez-t-il aux oreilles de son mentor, à ne m'emballer pour rien, attendre que tout passe. Je répondrai ce que tout bas j'ai pensé lorsqu'on me donna ce conseil : c'est là une devise de marmotte ou d'eunuque. Et puis, elle est impraticable, parce que l'on s'emballé toujours pour quelque chose.** »

L'abbé Penon, à cette époque, ne comprend plus grand chose à son élève ; il se contente de lui reprocher un emploi jugé quasi compulsif des néologismes à la mode. L'élève se sauvera donc lui-même. Oublié le pessimisme et le déca-

dentisme ! « **J'ai d'autre part un système de sociologie pratique, et là, le postulat de toute société étant l'ambition de vivre, je tâche d'organiser, [de] préciser les conditions de la vie.** »

Maurras, il ne faut pas l'oublier, collabore régulièrement depuis un âge tendre, à *La Réforme sociale*, revue fondée pour propager les analyses du sociologue catholique Frédéric Le Play. Saturé d'esthétisme, il voit dans la sociologie le domaine par excellence de l'ordre et de la vie. Qui a dit qu'il était entré en politique à cause de l'Affaire Dreyfus ? Nous avons dans cette lettre de ses vingt-deux ans tout l'élan du maître de l'Action française, entre agnosticisme métaphysique et engagement politique.

Loin du fascisme

Si l'on poursuit ce texte, décemment instructif, on perçoit cependant une gêne dans l'enthousiasme reconstructeur du jeune chercheur de vérité : « **Vous savez à quelles conclusions autoritaires cela aboutit chez moi, écrit-il : césarisme politique et religieux, comme dans l'Europe du Moyen Âge et la Russie d'aujourd'hui. Dieu ou son idée en serait le couronnement naturel. La liberté de l'art en serait exclue. Alors, je m'arrête là, laissant la construction décoiffée de son toit** ».

Je m'arrête là ? Et pourquoi donc ? Parce que la dualité réelle (le couple autorité-liberté) risque de succomber au démon de l'Un sous sa forme politique, « **le césarisme** ». Dans ce texte, on peut dire que Maurras voit de loin le dénouement éventuellement totalitaire de ses aspirations reconstructrices. Le Moyen Âge apparaît ici comme un repoussoir. Il préfère jeter l'éponge, il n'est pas prêt, comme le fut Platon, à payer de « **la liberté de l'art** » son besoin de reconstruction. Il ne sacrifiera pas la liberté à l'autorité. La tentation fasciste, épouvantable et impossible apogée de l'Un, se trouve ici comme conjurée d'avance. Seule la monarchie réalise cette dualité subsistante d'autorité et de liberté, qui exauce le vœu secret du penseur. Mais il le comprendra plus tard.

Itinéraire

En 1890, Maurras n'est pas encore monarchiste. En 1892, il se félicite vivement du Ralliement de l'Église à la République : « **La**

monarchie traditionnelle, l'idée orléaniste est morte et je crois que le pape a raison d'éloigner le clergé de ce cadavre ». S'il est si péremptoire, c'est avant tout en raison du peu d'estime que lui inspire le personnel politique "de droite", qu'il fréquente pourtant assidûment dans les revues catholiques où son mentor ecclésiastique l'a introduit : « **Voilà la grande question dans tout ce parti, ce sont les personnes. Ils sont toujours les carabiniers d'opéra comique qui arrivent trop tard.** » « **Il n'y a personne, personne. Le comte de Paris est à la chasse. Les De Mun et autres sont des nigauds. Et la droite d'ailleurs est aussi pourrie que la gauche.** »

Maurras n'entrera en politique qu'à travers le combat régionaliste, au moment où il se fait chasser du Félibrige de Paris, innocente assemblée de vieux Provençaux ronfleurs, dérangée par la fougue de quelques jeunes gens. Motif de l'exclusion ? Ces jeunes ne se contentent pas de parler provençal. Leur accent du reste est souvent déplorable. En revanche, ils n'hésitent pas à faire de la politique, au risque de déplaire en haut lieu. Avec son ami Frédéric Amouretti, notre jeune Rastignac fonde un groupe dissident : l'école félibréenne de Paris.

Les lettres à M^{gr} Penon permettent de situer assez précisément ce moment - autour de 1892 - où entre le maître et le disciple les rôles vont s'inverser : le décadentiste suicidaire devient un enthousiaste de la « **décentralisation** » comme il disait déjà.

La lettre du 15 décembre 1892 me semble particulièrement significative de l'envol ; l'agnosticisme trouve des accents de néophyte pour en remonter à son curé, qui a osé sourire de l'ambition félibréenne : « **J'ai moi aussi des sourires en réserve pour toutes les opinions, principalement les miennes. Tout ce qui m'est intérieur peut d'ailleurs susciter la gaieté ou la mélancolie, je vous avoue que je n'en ai point souci. Mais le Félibrige est une doctrine que je prêche. J'y ai converti à Paris pas mal de gens, jeunes et vieux. Et comme elle n'a absolument rien d'immoral, ni d'irreligieux, comme elle ne peut choquer en rien aucune des idées auxquelles vous tenez plus qu'à votre vie, il me paraît singulier que vous assembliez des plaisanteries ou des statistiques contre elle.** » Il y a bien quelque chose de filial dans cette colère, qui jaillit en même temps que persiste la volonté de « **ne pas choquer** » le père qu'on s'est choisi. L'éclat passé, avec sa grandiloquence presque adolescente, l'intelligence jaillit. La formule ►►

La démocratie et l'idée de patrie

« Portant résolument ses vues au-delà de la patrie, la Révolution ne fait plus qu'une seule nation de tous les peuples de l'Europe, qu'elle relie dans une vaste fédération. C'est le système dit des États-Unis d'Europe. Cette opinion n'est pas à la veille de devenir un fait, et si elle a une importance immédiate, ce n'est que par la bonne grâce avec laquelle la démocratie fait enfin l'aveu que la patrie lui semble une institution surannée. Mais devint-elle une réalité, elle resterait encore une chimère : seulement la chimère courrait risque d'être sanglante. Si jamais cette fédération fraternelle se réali-

sait, si ce système prévalait sur ce vieux continent où tant de peuples, tous séparés par la langue, les habitudes, les religions, les traditions ne sont retenus de se précipiter les uns sur les autres que par la force de contraintes des gouvernements, qui les isolent assez pour qu'ils ne puissent se nuire et les rapprochent juste assez pour leur faire croire qu'ils s'aiment, la guerre aurait trouvé un élément inépuisable et sévirait avec une fureur que l'humanité n'a pas encore connue. »

Émile MONTÉGUT
La Revue des Deux Mondes (août 1871)

Nous avons étudié, il y a quelques semaines, un premier texte tiré des deux grands articles politiques qu'Émile Montégut publia dans la *Revue des Deux Mondes* : *L'essence spirituelle de la Révolution*. Ce second complète et prolonge l'analyse du précédent.

Montégut parlait de la constatation que le mythe révolutionnaire ne possédait plus aucune force de propagande auprès des autres peuples de l'Europe, à l'exception du peuple russe, car elle n'avait rien à leur apporter pour leur propre organisation. La Révolution, écrivait-il, est « l'ennemie, encore inconsciente, de l'idée de patrie. » Certes, les révolutionnaires de 1793 s'étaient montrés patriotes, mais la patrie était pour eux un sentiment hérité qu'il leur avait été impossible de transmettre, parce que ce sentiment naturel était devenu une philosophie, l'idée de patrie, coupée de la patrie charnelle. Et dans une intuition géniale, Montégut comprit que la Révolution se lancerait dans la construction des États-Unis d'Europe ou partirait à la conquête du monde civilisé comme le fit le bolchevisme. « Un islamisme matérialiste, voilà la nouvelle forme qu'elle prend. »

Revenons à notre texte. On trouve déjà chez Victor Hugo, avant la guerre de 1870, l'aspiration à une Europe unifiée. Il suffit de lire les pages qu'il écrit dans la brochure distribuée aux visiteurs de l'Exposition universelle de 1867. Jacques Bainville en cite de larges extraits dans son *Histoire de trois générations* (chapitre VII – *La Grande Duchesse de Gêrolstein*) : « Au XX^e siècle, il y aura une nation extraordinaire... Cette nation aura pour capitale Paris et ne s'appellera point la France. Elle s'appellera l'Europe. Elle s'appellera l'Europe au XX^e siècle, et, dans les siècles suivants, plus transfigurée encore, elle s'appellera l'Humanité. » Paris capitale de l'Europe : il restait au

pauvre Hugo quelques illusions de Français perdu dans un rêve mondialiste : Paris serait la capitale de la République humanitaire comme Rome l'est de l'Église. Après avoir chanté pendant une grande partie du XIX^e siècle sa chanson romantique et patriotique jusqu'à renverser, au nom de ses sentiments bellicieux, Charles X et Louis-Philippe qui suivait, en politique étrangère, les sages principes des Bourbons, la Révolution rejeta la patrie dans la seconde moitié du siècle pour échafauder l'Europe en attendant de réaligner l'unité du monde entier.

Montégut a vu parfaitement ce que vaut, pour la paix entre les hommes, le principe des nationalités ; il a compris ce qu'était le concert européen établi par le Congrès de Vienne, restauration du Traité de Westphalie gâtée par la criminelle aventure de 1815. Ébranlé par Napoléon III, puis par Bismarck, il fut jeté bas par le Traité de Versailles. Mais, dira-t-on, l'Europe ne connaît pas les guerres épouvantables annoncées par Montégut. L'Europe actuelle recèle quelques poudrières et elle est grosse d'autres crises. Les conflits balkaniques, honteusement traités par l'OTAN, en furent un avant-goût. Tout cela risque d'exploser un jour d'autant plus fort qu'on en aura retardé l'explosion par des mesures qui ne résolvent pas les problèmes. Nous connaissons une dictature économique de Bruxelles et une Pax Americana qui n'augurent rien de bon.

Taine félicita Montégut : « Je viens de lire vos articles sur la Révolution française et l'idée de patrie : ils sont admirables et d'une profondeur singulière. » Et Charles Maurras écrivit dans *Lorsque Hugo eut les cent ans* : « Émile Montégut dont il faudrait sauver le nom et l'œuvre. »

GÉRARD BAUDIN

(1) Rappelons que ces lignes ont été écrites en 1871.



► de l'espérance politique que Maurras assène à son mentor semble déjà gravée dans le marbre. Elle ne variera pas : « **Sachez donc (vous qui souriez du Félibrige) que la seule cause de la faiblesse de la Province, c'est l'apathie des provinciaux, et que, s'ils voulaient secouer cette apathie dont la cause n'est point en eux, mais bien dans le régime absurde qu'ils subissent, toutes les forces innombrables de la nature et de l'histoire s'éveilleraient en leur faveur et seconderaient la révolte de leurs intérêts.** »

Les idées lorsqu'elles naissent

Il est émouvant d'observer les idées lorsqu'elles naissent. Tout Maurras est là. Dans cet appel aux forces de l'histoire, nous avons l'empirisme organisateur. Dans l'invocation à la nature nous trouvons déjà ce que le penseur politique nommera plus tard la politique naturelle. Lorsque le jeune homme, qui n'est pas encore monarchiste avoué met en cause « le régime absurde », nous pouvons à bon droit identifier le « Politique d'abord ». Enfin la mention de « l'intérêt » des provinciaux rappelle fortement les polémiques qui auront lieu dans les années trente et aussi dans les années cinquante, autour de l'expression : intérêt national.

Malgré les remontrances de néo-thomistes convaincus, parmi lesquels Marcel Clément, directeur de *L'Homme Nouveau*, Maurras se gardera toute sa vie de parler du « bien commun », parce qu'il considère qu'il n'y a pas d'idée du

Bien qui soit commune à tous les Français. Ce qui peut et doit les unir, c'est la perception bien comprise de leur intérêt commun, qui est national, qui est européen (ou ici provincial). Ainsi qu'il l'expliquera encore en 1950, dans la préface d'un petit livre que l'on vient opportunément de rééditer *L'Ordre et le Désordre* : « **Les antagonismes réels de la conscience moderne sont nombreux et profonds. Les principes de conciliation ne sont pas nombreux. Je n'en connais même qu'un. Quand sur le divorce, la famille, l'association, vous aurez épuisé tous les arguments, pour et contre, sans avoir découvert l'ombre d'un accord, il vous restera un seul thème neutre à examiner, à savoir ce que vaut tout cela au point de vue pratique de l'intérêt public.** »

En 1892, Maurras voulait incarner « la révolte des intérêts ». En 1950, il explique que l'intérêt national est le seul principe d'unité entre les Français et il voit dans ce nationalisme l'incarnation de la véritable laïcité, respectueuse du Spirituel, dont elle entend « **accueillir toutes les manifestations nobles sous leurs noms vrais et leurs formes pures** », avec une priorité historique au catholicisme, qui a forgé l'identité française. La direction de pensée est foncièrement identique ; l'application des principes étonnamment souple.

Qui l'eût cru ? Procédant d'une quête de l'espace neutre où par la collaboration de tous, l'unité nationale peut se réaliser, le nationalisme maurrassien apparaît comme une forme concrète de l'idéal laïc, tel que le formulait le 20 décembre dernier Nicolas Sar-

kozy, sous le plafond baroque de Saint Jean de Latran dont il fut fait chanoine.

L'aujourd'hui de l'Action française

Alors ? Plus que jamais, pour échapper aux idées toutes faites, il faut relire Maurras dans le texte. Au lieu de nous proposer une idéologie fermée sur elle-même, il nous offre les outils qui lui ont servi pour créer sa liberté intérieure. La caisse à outils est loin d'être périmée. Encore faut-il qu'on ne craigne pas de manipuler les instruments qu'elle met à notre disposition. Être maurrassien aujourd'hui, ce n'est pas s'affubler de telle ou telle étiquette et s'en satisfaire, c'est savoir se servir de ces outils ! Au-delà des idéologies, les « hard » ou les « soft », loin de tous les prêt-à-penser, une école d'Action française sera pour tous et chacun une école de la liberté personnelle, et pour la France un laboratoire fécond en découvertes, si elle entreprend de « **travailler à bien penser** ». Avec les instruments universels que forgea, dans les brumes parisiennes de la fin du XIX^e siècle, un jeune Rastignac monté de sa Provence. ■

* *Dieu et le Roi, Correspondance entre Charles Maurras et l'abbé Penon (1883-1928). Présentée et commentée par Axel Tisserand, éd. Privat, 2007, 752 p. (avec index), 30 euros.*

* *Charles Maurras : L'Ordre et le Désordre, rééd. Carnets de l'Herne, 2007, 124 p. 9,50 euros.*

ALGER 1830

Une colonie fiscale turque

par **PÉRONCEL-HUGOZ***

même foi que les Turcs, et donc supportant sans trop rechigner l'autorité de leur coreligionnaire, le dey, adoubé par Stamboul, se faisaient en revanche tirer l'oreille pour verser la taxe impériale. Il fallait aller la quérir dans les douars ou les

Saxons), la mainmise française sur l'Algérie fit passer la population autochtone, en un gros siècle, de 3 millions à 9 millions d'âmes...

Dû à notre philanthropie chrétienne armée de nos thérapeutiques, ce bienfait démographique, qui explique d'ailleurs notre éviction finale du pays, ne sera jamais au grand jamais reconnu par les



Attaque et prise d'Algiers le 4 juillet 1830

Suite au voyage de M. Sarkozy en Algérie et aux débats qu'il a suscités, il nous a paru opportun de nous interroger sur ce qu'était ce pays avant la colonisation. Nous avons demandé à J.-P. Péroncel-Hugoz, qui fut correspondant du Monde à Alger, et dont les livres témoignent d'une profonde intelligence de tout ce qui a trait au monde musulman, de nous éclairer à ce sujet. Nous le remercions de nous avoir adressé la précieuse analyse suivante.

En 1830, l'Algérie n'existait pas. La France allait l'inventer. Le mot même d'"Algérie" a été forgé par nous. On ne connaissait alors que "la Régence d'Algérie", abri de pirates et corsaires islamo-méditerranéens, colonie fiscale ottomane depuis le XVI^e siècle. Le pouvoir turc ne contrôlait guère que la bande côtière jusqu'à Médéa, et encore seulement les localités où le sultan-calife de Constantinople entretenait des soldats, souvent d'ailleurs chrétiens renégats, anciens captifs convertis par intérêt à l'islam : les fameux "Turcs de profession"... De temps en temps, une *mehalla*, cohorte armée, partait en quête de l'impôt dû à la Sublime-Porte. Les Juifs indigènes, eux, interdits de port d'armes, en tant que *dhimmis* de l'islam ("protégés-assujettis"), et majoritairement citadins, ne pouvaient échapper au fisc auquel ils devaient en particulier un impôt appliqué à eux seuls (et aux chrétiens libres, s'il y en avait eu) : la *gizya*. Les Arabo-Berbers, de

médinas, au besoin par le cimetière. On ne parlera jamais pour autant de "colonialisme" ottoman (ni *a fortiori* arabe bien que celui-ci ait auparavant lésé ou détruit les cultures berbères...), bien que cette domination n'ait laissé derrière elle que quelques forteresses, minarets, villas et recettes de sucreries, tandis que la colonisation française, si bénéfique en matière de santé, travaux publics, distribution d'eau ou extension des terres arables se trouve sans cesse sur la sellette. Pourtant, loin d'avoir pris l'allure d'un "génocide" (comme celui des Amérindiens par les Anglo-

Algériens car il provient de non-musulmans. Il n'y a pas d'autre explication. Au reste, ce comportement socio-confessionnel est général et normal en Islam. Il est exacerbé en Algérie par l'échec absolu du "socialisme islamique" au pouvoir depuis l'indépendance en 1962, échec que Ben-Bella, Boumediène, Bendjedid, et à présent le président Bouteflika n'ont pu masquer qu'en menant à hauts cris en permanence le procès du "colonialisme" français, face auquel la France officielle n'a jamais réagi, en dépit des munitions historiques à sa disposition.

Alger en 1830 était aussi l'un des derniers ports nord-africains - sinon le dernier depuis que l'Empire chérifien en 1818 avait mis fin à l'activité corsaire de Salé -, conservant une activité de "course" en Méditerranée avec abordages de neufs commerçantes et enlèvements de civils sur le littoral des États chrétiens, d'où un marché d'esclaves en Alger, l'esclavage étant, on le sait, licite en islam. Charles X, roi très-chrétien s'il en fut, brûlait de réduire ce "nid de pirates". Il y fut encouragé par le coup d'éventail intempestif que le dey d'Algérie donna un jour de 1827 à notre consul à propos - et c'est là où la France, pour une fois, était fautive - d'une dette du Directoire pour une livraison de blé que lui avait alors fourni la Régence. Le rachat de ladite dette par deux hommes d'affaires israélites, Baccari et Busnach, avec en outre peut-être un tripatouillage souterrain de Talleyrand, explique que le dossier ait traîné jusqu'à la fin de la Restauration et doive être signalé comme l'une des causes de l'expédition de 1830 à Sidi-Ferruch. Vu le contexte international de l'époque, si la France n'était pas à ce moment-là intervenue militairement en Algérie, l'envieuse Albion (en concurrence ou en tandem, peut-être avec l'Espagne, laquelle n'avait quitté Oran, à la suite d'un séisme, qu'à la fin du XVIII^e siècle) y serait probablement allée, et le Maghreb ne serait pas aujourd'hui aussi largement francophone : deux Tunisiens sur trois, un Algérien sur deux, un Marocain sur trois utilisent à présent la langue de Bugeaud et Lyautey...

* Ancien correspondant du Monde en Alger, directeur de "La Bibliothèque arabo-berbère" chez Eddif, à Casablanca, Péroncel-Hugoz vient de publier Petit journal lusitan (Le Rocher, Monaco).

Cette nouvelle page "Histoire et Patrimoine" de L'Action Française 2000 est destinée à remplir plusieurs fonctions utiles à notre combat : nous efforcer de tirer quelques leçons utiles de l'histoire selon la méthode fondatrice de l'"empirisme organisateur" ; mieux connaître cette histoire - notamment de France - ainsi que notre patrimoine culturel (avec ou sans nostalgie) ; rendre compte des livres, revues, colloques, articles importants ; réfléchir sur la discipline "histoire". L'approche historique permettra également d'objectiver ce qui, chez les nationaux, reste sujet à controverses, parfois fécondes, parfois mortifères. Pour le dire d'un mot, nous souhaitons une rubrique "bainvillienne", dans la grande tradition de l'intelligence d'Action française, ouverte à tous ceux qui voudront y contribuer.

FRANCIS VENANT
francisvenant@voila.fr

LES AMIS DE BOSSUET

Le Bulletin n°34 de l'Association "Les Amis de Bossuet" (20 rue de Chaage 77100 Meaux, présidée par le



professeur Gérard Ferreyrolles) vient d'être publié, ainsi que la très précieuse Table générale des numéros 1 à 32, couvrant la période 1931-2005. Le Bulletin comporte notamment des articles de Jean Trouchaud sur Bossuet et la science, de M^{me} Delphine Biojout-Doumic sur De La Cité de Dieu au Discours sur l'Histoire universelle : Bossuet lecteur de saint Augustin et d'Alexis Philonenko sur "Bossuet et Leibniz". F.V.

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?
Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !
Bulletin d'abonnement en page 14

Sainte Radegonde

Mère de la patrie

Les temps mérovingiens sont ceux où la France née du baptistère de Reims en 496 parvenait difficilement à se dégager des derniers instincts de barbarie. Les fils de Clovis se comportèrent comme des monstres, poussés par un système successoral aberrant à massacrer avec des raffinements de cruauté frères, neveux et cousins, mais de belles et saintes figures émergeaient, magnifiques preuves des desseins de Dieu sur la France

Après sainte Clotilde, et avec tout autant de talent, d'érudition, de pénétration psychologique et d'admiration, Anne Bernet fait revivre sainte Radegonde, épouse de Clotaire I^{er} - le plus cruel et le plus libidineux des fils de Clovis et Clotilde. Ce roi farouche qui, vainqueur et massacreur en 531 des Thuringiens, arracha à son enfance heureuse la princesse Radegonde âgée de douze ans, l'enlevant en vue d'en faire quatre ans plus tard son épouse, s'est assurément laissé impressionner plus qu'il n'eût voulu le laisser paraître par la pureté angélique et la bonté bienfaisante

de celle qu'il cessa bien vite de traiter comme n'importe quelle autre femme.

Radegonde, forcée d'épouser ce criminel, se donna à lui par devoir mais sans restrictions : « **Jeu étrange, écrit Anne Bernet, tissé d'amour et de haine, d'interdits et de regrets, de peur et de pardon, sentiments ambigus que Radegonde tentait de sublimer et de perdre dans la miséricorde chrétienne.** »

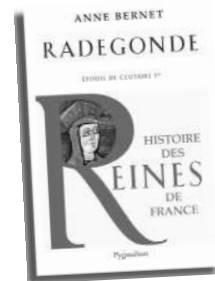
Bien sûr la vie commune à Soissons ne pouvait durer. Elle s'évada, vécut d'abord à Saix en Poitou, puis, avec des astuces comme seule une femme peut en imaginer, elle parvint par ses lettres à Clotaire à obtenir de lui les moyens d'acheter une terre pour y bâtir un couvent. Et quand, sentant la mort venir, le Roi eut quelques soucis au sujet de son salut éternel, c'est en pensant se rapprocher d'elle qu'il vint à Tours, comme jadis son père, s'abîmer en prières devant le tombeau de saint Martin...

Le monastère de Sainte-Croix près de Poitiers, où Radegonde prit le voile, ne tarda pas à attirer des vocations de la France entière. Mais même recluse et passant ses journées en adoration, elle restait reine douairière de France.

Elle rappelait leurs devoirs de rois aux enfants de Clotaire qui se querellaient déjà entre eux. Cette femme qui, dans le monde, avait choisi de rester à l'écart de la politique, devint la « **conscience du royaume** » alors que la notion de patrie était méconnue.

Passé dans ces pages toujours captivantes la grande et noble figure du directeur spirituel de Radegonde, Venance Fortunat, le délicieux poète auteur du *Rexilla Regis prodeunt* (que les Vendéens allaient prendre mille deux cents ans plus tard comme chant de reconnaissance) et du *Panga Lingua* qui fait toujours la poésie de nos Jéudis saints. Livre très actuel où l'on voit la poltron-

nerie des évêques du temps, qui n'osaient pas plus condamner les abus de Clotaire qu'aujourd'hui les prélats ne le font face aux abus du laïcisme républicain. L'épopée que causa la volonté de sainte Radegonde d'avoir dans son monastère une relique de la vraie Croix venue d'Orient, est aussi un des passages passionnants de ce beau livre.



Sainte Radegonde reste l'une des grandes âmes qui ont aidé la France à sortir de la barbarie. Grâce à Anne Bernet nous ne pouvons l'oublier en ces temps où l'on y revient.

MICHEL FROMENTOUX

* Anne Bernet : Sainte Radegonde. 368 p., 21,90 euros.

Albert II, le dernier Roi ?

par
Luc BEYER DE RYKE



Albert II de Belgique

Lorsque Baudouin meurt inopinément par une chaude journée de juillet à Motril, l'émotion étreint le pays tout entier. Mais dans le même temps les larmes vont au "seul qui croyait encore aux couleurs nationales."

Deux frères très différents

Qui va lui succéder ? Albert va-t-il passer son tour au profit de Philippe ? On en parle. Un bref instant. La sagesse commande d'observer l'ordre de succession. Le Roi est mort, Vive le Roi. Vive Albert II. Personnalité bien différente. Le prince Albert marié le 2 juillet 1959 à Paola Ruffo di Calabria issue d'une famille princière italienne va connaître une vie conjugale agitée. Côté cour, trois enfants : Philippe, l'actuel héritier du trône né en 1960, Astrid née en 1962 et Laurent né en 1963. Côté jardin, une fille hors mariage née Delphine Boël avec la baronne Sybille de Selys Longchamps, alors mariée à Jacques Boël. La Mazarine de la Monarchie... Le couple Albert et Paola côtoie le divorce pour se retrouver dans la dévotion et le charismatisme. Mais Albert II fait la part de ce qui revient à Dieu et celle due à César.

Là où son frère se mit en congé de la monarchie pour ne pas ratifier la loi sur l'avortement, Albert II, conformément à la règle constitutionnelle ratifiera la loi dépénalisant l'euthanasie et celle autorisant les mariages homosexuels.

Les baptêmes de ses petits-enfants sont célébrés en privé. Lorsqu'Albert II s'avance sur le terrain politique il le fait en accord avec le gouvernement.

Il se prononce en faveur d'une société multiculturelle et ne reçoit pas en audience ni ne convie aux réceptions du palais des représentants de l'extrême droite.

Les langues nationales

Adeptes fervents de la construction européenne il plaide en faveur de la compréhension des Belges fondée sur l'apprentissage des langues nationales.

Ce fut un des temps forts du dernier discours de Noël.

Mais le Roi éprouve bien du mal à se faire entendre. Le lendemain même de son appel *Het Laatste Nieuws*, le plus fort tirage de la presse flamande, publiait un éditorial empreint d'une ironie venimeuse. Il était intitulé « **Roi, reine et sens civique** ».

On y relevait que la nouvelle noblesse flamande créée par Albert II par courtoisie et vanité lui adressait la parole... en français. Et si l'éditorialiste évitait de s'en prendre au Roi lui-même il le faisait à travers sa femme. « **Songea-t-il à elle, à sa propre femme lorsqu'il établissait le constat que la connaissance de la langue est une forme de sens civique trop longtemps négligé.** » L'allusion est perfide lorsqu'on sait l'ignorance du flamand qui est celle de la reine Paola. Elle l'est encore plus avec la chute de l'éditorial.

« **La Paola appartient-elle tout simplement au type de francophone qui, selon Yves Leterme n'est pas "intellectuellement en état d'apprendre le néerlandais" ?** » Lorsqu'on sait que *Het Laatste Nieuws*, journal libéral, n'est pas en faveur du séparatisme, on jugera d'autant mieux les états d'âme de la Flandre et de ceux qui, eux, veulent que « **België barst** », que « **la Belgique crève** ». ■

* **Luc Beyer de Ryke est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont le dernier, La Belgique en sursis, est paru en décembre 2007 chez François-Xavier de Guibert (15 euros).**

Il est des signes qui ne trompent pas. Les Anglo-Saxons ont pour coutume de dire "Good news isn't news", une "bonne nouvelle n'est pas une nouvelle".

Qui donc en France se préoccupait il y a quelques semaines encore de la Belgique ? Les médias aujourd'hui l'inscrivent parmi leurs priorités.

Le fait d'avoir présenté durant dix-huit ans le journal télévisé belge, celui d'avoir siégé durant deux mandatures au Parlement européen me vaut des sollicitations émanant d'horizons bien éloignés. Idéologiques et géographiques. De *L'Action Française* à *l'Humanité*, de *L.C.I.* à *La France Catholique* et *Akahata* le grand journal communiste japonais. Que je m'adresse aux uns comme aux autres, l'analyse et le jugement ne diffèrent pas. Mais, soit dit par parenthèse, quelque soit l'effort didactique consenti, j'éprouve un doute sur la capacité d'un public nippon à saisir les subtilités de la scission envisagée de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Je lui accorderai s'il en est ainsi plus que des circonstances atténuantes...

Il est, au-delà des arcanes de la politique belge, une interrogation que l'on retrouve partout. La Belgique est une monarchie. Qui est le Roi ? Que peut-il ? C'est à cette double question que je m'efforcerai de répondre. Le roi des Belges s'appelle Albert II. Il porte le prénom de son grand-père, premier du nom dont on n'a pas oublié le rôle joué pendant la guerre de 14-18. Cet homme grand, peu éloquent, un peu gauche avait gagné l'estime et l'admiration en résistant à l'Allemagne impériale sur l'Yser. Il entra dans l'Histoire comme le "Roi-chevalier".

Aussi légitime que fût cette reconnaissance les ex-voto ne traduisent jamais avec exactitude les réalités. La Belgique, déjà à l'époque, et surtout à l'époque, était traversée d'antagonismes profonds et durables. Trop souvent dans la plaine de Dixmude et les tranchées de l'Yser on commandait en français et l'on mourait en flamand. L'expression est abrupte et peut-être excessive. Elle traduit la fracture sociale entre un corps des officiers francophones et la troupe majoritairement flamande et patoisante. Sans en faire mention explicitement, Albert II dans son discours de Noël y songeait probablement en confessant que « **dans notre histoire il y eut certainement des injustices collectives.** »

Les figures des rois ne diffèrent pas de celles du commun des mortels. Ils ont chacun leur caractère, leur personnalité. Ils sont conditionnés par l'environnement familial, l'éducation reçue, les années qui les ont amenés à leur vie d'homme. Ce qui diffère c'est que cet homme devient roi. Son destin à partir de ce moment se confond avec celui de son peuple. Albert est le fils cadet du roi Léopold et de la reine Astrid. Il est né en 1934. L'aînée était une fille, la princesse Joséphine-Charlotte. Ils encadraient Baudouin.

L'enfance fut endeuillée par la mort tragique de leur mère. L'accident d'automobile de Küsnacht en Suisse leur enleva leur mari et à la Belgique sa "princesse des neiges", sa "reine blanche".

"Les ailes noires de la guerre"

Le deuil intime devint collectif avec les "ailes noires de la guerre". Les enfants royaux trouvèrent avec la princesse Lilian une seconde maman. Mais ce remariage de leur père en pleine guerre ne fut jamais accepté par une bonne partie des Belges.

Aux années de guerre succédèrent celles de la Question royale. Le pays se divisa, se déchira, s'écartela entre la Flandre léopoldiste et la Belgique romane -Bruxelles et la Wallonie - hostile au retour du roi.

Le Roi revint et... abdiqua. Après un interlude en qualité de Prince royal, Baudouin devint Roi. Ce fut le règne le plus long de l'histoire de Belgique.

Là où Léopold III, à l'encontre de la Constitution, se montrait enclin à gouverner plutôt qu'à régner, son fils trouva l'attention et le respect du monde politique à travers une "magistrature d'influence". Ce "catholique, Roi" plutôt que "Roi catholique", selon le mot de François Périn, ministre caustique et parfois acerbe, devint "le grand aumônier du Royaume". Il était écouté à défaut d'être toujours entendu. Il ne put empêcher la Belgique de se régionaliser, de se fédéraliser. Il se dupa lui-même en voulant se persuader qu'il s'agissait d'un fédéralisme d'union alors qu'il s'agit de l'organisation d'un divorce.

hommes de loi, les héros de Chesterton font mentir les plus célèbres proverbes britanniques pour le bien de leurs concitoyens et la plus grande gloire de l'Angleterre. Ce livre est de plus remarquablement servi par la préface et la traduction de Gérard Joulé.

CHRISTOPHER LASCH La Révolte des élites

Champs-Flammarion, 272 pages.

L'historien américain Christopher Lasch (1932-1994) opposait au libéralisme et au communisme un "populisme" entendu comme un retour aux vertus populaires et

non comme une exaltation rance des instincts du peuple.

Cet ouvrage posthume, achevé quelques jours avant sa mort entend dénoncer le corpus de valeurs véhiculés par les élites mondialisées : « **Il fut un temps où ce qui était supposé menacer l'ordre social et les traditions civilisatrices de la culture occidentale, c'était la Révolte des masses. De nos jours, cependant, il semble bien que la principale menace provienne non des masses, mais de ceux qui sont au sommet de la hiérarchie.** » Un essai percutant et dérangeant, réactionnaire à souhait, enfin disponible en poche. P.L.

Histoire de quartiers de Paris

La réédition du Saint-Germain-des-Prés, à la Table Ronde, est réunie avec deux autres ouvrages, Montmartre et Montparnasse, de Jean-Paul Caracalla, dans un petit coffret formant une trilogie sur les trois quartiers de Paris ayant accueilli le plus grand nombre d'artistes. Même si, comme le précise Michel Déon dans sa préface, l'auteur, ayant toujours été marié, a été pas mal freiné dans ses explorations d'un quartier où l'on se couche en général très tôt, vers cinq heures, six heures du matin, pour laisser la rue aux arroseuses municipales. Il a su restituer à la fois l'histoire et l'ambiance de ce quartier si particulier. Il est vrai que son poste de secrétaire général des deux magots lui permet d'être un observateur plus que privilégié de cette zone de la rive gauche.

D'une basilique construite par l'évêque Germain au VI^e siècle, pour abriter les trésors du siège de Saragosse, le lieu est devenu, autour de la place Saint-Germain-des-Prés, un assemblage complexe de cafés, de brasseries, de librairies, de maisons d'édition et de galeries. L'évocation permet de rencontrer des personnalités aussi diverses que Balzac, Léo Laryer, Charles Maurras, Oscar Wilde, Boris Vian, habitants du quartier ou habitués des différents débits de boisson.

L'histoire du petit monde germanopratin moderne se mêle étroitement avec celle des établissements célèbres qui y abritèrent écrivains, musiciens et autres artistes. Ce fut d'abord, le Procope, puis Les Deux Magots, avant que ne viennent Le Flore, Lipp, ou La Rhumerie, dans lesquels seront créés un certain nombre de prix littéraires. L'après-guerre voit l'ouverture de nombreuses caves, où les Parisiens peuvent écouter du jazz, dans une atmosphère enfumée, largement galvaudée par la presse à sensation qui associera ce phénomène aux prétentions existentialistes de J.-P. Sartre. L'ouvrage passe cependant un peu vite sur la présence des Hussards dans le quartier, à l'exception d'un passage sur les habitudes de Jacques Laurent chez Lipp.

PHILIPPE ALEYRAC

* Jean-Paul Caracalla : Montmartre, Montparnasse, Saint Germain des Prés. La Table ronde, collection La Petite Vermillon, 198, 180 et 176 pages, 21 euros.

G. K. CHESTERTON Les contes de l'Arbalète

L'Âge d'Homme, 192 p., 18 euros.

L'écrivain catholique et réactionnaire anglais Chesterton fut non seulement un polémiste de talent, sorte de Léon Daudet britannique mais également un remarquable conteur. Pierre Boutang avait jadis traduit son *Auberge volante*. On découvrira avec un même plaisir ces *Contes de l'Arbalète*, récits moraux et drolatiques mettant en scène une « **association de personnes excentriques se livrant à des entreprises impossibles** ». Militaires à la retraite,



CINÉMA

* LE PERROQUET ROUGE

de Dominik Graf, avec Max Riemelt, Jessica Schwarz et Ronald Zehrfeld

SORTIE LE 2 JANVIER

Le cinéma allemand va bien. Après *Goodbye Lenine*, *La Chute*, *De l'autre côté*, *La Vie des autres*, et en attendant, *cet hiver, le bouleversant Vier Minuten* et *l'incorrect Mon Führer*, voici une chronique pertinente et sensible de la jeunesse est-allemande dans les mois précédant la construction du Mur. Sous la menace permanente de la Stasi, filles et garçons tentent de s'aimer, de rêver, de vivre et d'espérer en d'autres lendemains. Un superbe drame poétique.

* L'HOMME QUI MARCHE

d'Aurélia Georges, avec César Sarachu

SORTIE LE 9 JANVIER

Il n'avait pas la stature d'un Soljenitsyne ou d'un Rostropovitch mais l'écrivain Vladimir Slepian n'en partage pas moins leur sort de réfugié politique. Installé en France dans les années soixante-dix, il sombra dans la cloche et l'anonymat le plus tragique. Dépassant le cadre de la biographie stricte, Aurélia Georges peint dans son premier film le destin d'un homme portant en bandoulière son spleen dans les rues de Paris. Portrait d'un clown blanc ayant fui l'enfer rouge et refusant honneurs et modes de l'Ouest matérialiste, charge comique contre les intellectualismes, *L'Homme qui marche* est une œuvre "kaurismakienne". Donc pessimiste, lente mais forte.

* L'ILE

de Pavel Lounguine, avec Piotr Mamonov

SORTIE LE 9 JANVIER

Quand le réalisateur de *Taxi blues* tente de peindre la vie monastique orthodoxe... Images sublimes d'une Russie hors du temps et de ses contingences matérielles, étonnante prestation d'un comédien incarnant la figure de fol-en-Christ, et pourtant quelque chose qui ne fonctionne pas. Peut-être parce que cette vie-là ne saurait être restituée à l'écran sans être ôtée de son sens véritable, qui relève de la stricte et pure intimité ?

* INTO THE WILD

de Sean Penn, avec Emile Hirsch et William Hurt

SORTIE LE 9 JANVIER

Un beau film au scénario banal promis à quelques Oscars.

J.-C.B.

SIMON LEYS

ou le huron des Antipodes

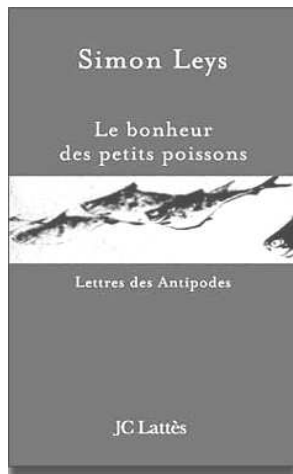
Écrivain, essayiste, critique, spécialiste de littérature chinoise, ancien professeur des universités de Canberra et de Sydney, Pierre Ryckmans, qui s'est fait connaître sous le

Un recueil de chroniques dédiées à l'art, au temps, à la liberté et à la beauté permet de retrouver un des esprits critiques les plus affûtés de notre époque.

nom de plume de Simon Leys, vit depuis presque quatre décennies en Australie où il a trouvé une plate-forme d'observation idéale de la vie intellectuelle dans le Vieille Europe. C'est avec la naïveté réelle et affectée d'un huron des Antipodes qu'il a rédigé les chroniques aujourd'hui rassemblées dans *Le Bonheur des petits poissons*. Qu'il évoque les rapports qu'entretiennent les écrivains avec la réalité, l'art de la litote, la critique, l'angoisse de la page blanche, l'argent, l'interdiction de fumer, le mal de mer dont souffrait Conrad ou les livres qui devraient accompagner les expéditions polaires, l'auteur des *Habits neufs du président Mao* se révèle un penseur inattendu, un érudit raffiné, un esprit drôle, scintillant et complet.

À la façon des deux George(s) ses maîtres — Bernanos et Orwell — il est terrifié par la dispa-

rition de l'esprit de liberté dans les sociétés démocratiques avancées. L'extension de l'empire du laid, la perte généralisée du bon goût et la disparition programmée de la légèreté ne l'effraient pas moins. Au fil de vingt-huit textes vifs et enlevés dont la plupart ont paru dans le *Magazine littéraire*, *Le Bonheur des petits poissons* manifeste l'universalité de la curiosité de l'auteur qui a découvert la Chine en 1955 à l'occasion d'un voyage universitaire. Simon Leys, qui aime Evelyn Waugh autant que Confucius, André Malraux autant que Li Po et Miguel Cer-



romain de navigation américain auquel le regretté ADG vouait un véritable culte. Ce sont ses travaux consacrés à la Chine, qui ont fait connaître Simon Leys dans les années 1970, mais très vite son domaine de compétence s'est élargi à l'œuvre de George Orwell, à celles de Joseph Conrad et de Chesterton qu'il semble connaître par cœur, à la littérature maritime dont il est un grand lecteur et à l'œuvre de Georges Simenon auquel il a succédé à l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique. Simon Leys, c'est le curieux universel, capable de trouver des leçons morales, littéraires ou politiques en lisant le journal du matin.

Il s'est fait une philosophie simple, empruntée au George Orwell des derniers essais : « Je ne saurais ni ne voudrais jamais abandonner la vision du monde que j'ai acquise dans mon enfance. Tant que je serai en vie et en bonne santé, je continuerai à aimer la surface de la terre, à chérir le contact des objets solides, et ne cesserai jamais de prendre plaisir à collectionner des bribes d'informations saugrenues. » On savait depuis Orwell ou l'horreur de la politique que Simon Leys, c'était beaucoup plus que la Chine. Dans ce livre réédité l'an passé chez Plon, l'écrivain manifestait une connaissance insoupçonnée de la littérature et de l'histoire occidentales. On s'est alors souvenu que Simon Leys, naguère élève des jésuites et étudiant à l'université catholique de Louvain, avait acquis auprès de quelques bons

maîtres un goût prononcé pour le commerce des classiques. L'intérêt de Simon Leys pour George Orwell ne doit assurément rien au hasard, « ce dieu des imbeciles » aux dires de Georges Bernanos. Qu'on songe à leur proximité de tempérament : même goût de la vérité, même habitude d'avoir raison tout seul, même attachement à la *common decency*. Même désinvolture, aussi : l'essayiste aime rappeler qu'au lendemain de la publication de 1984, George Orwell enfin reconnu se contenta de s'acheter une nouvelle canne à pêche. Dans la lointaine Australie, où il vit depuis 1970, on se figure volontiers que Simon Leys cultive un pareil flegme. En lisant *Le Bonheur des petits poissons*, on découvre que ce moraliste d'un genre ancien ne se prive d'aucun raffinement. Qu'il commente l'œuvre de Jean-Paul Sartre ou les lois anti-tabac, il passe d'un registre à un autre avec une désarmante tranquillité. Il va sans dire que la spécialisation est pour lui une forme de barbarie. Universitaire distingué, il aime moquer les mœurs de ses confrères et leur goût pour les ouvrages assommants : « Certains pays hyperdéveloppés paient de temps à autre leurs paysans pour qu'ils ne produisent pas de beurre ou de maïs, ne pourrait-on pas subsidier certains universitaires pour qu'ils cessent d'écrire des livres ? » Il y a quelque chose de Jonathan Swift, chez Simon Leys. Sa science, son humour et sa clairvoyance l'autorisent à s'essayer sans délai à une suite des *Voyages de Gulliver*.

FRANÇOIS ROBERDAY

* Simon Leys : *Le Bonheur des petits poissons, lettres des Antipodes*. Éd. J-C Lattès, 210 p., 17,50 euros.

Les années folles 1919-1929

On les a appelées "folles", ces années juste après la Grande Guerre et emportées comme fétu par la dépression partie des États-Unis en 1929. Il avait fallu trouver, en effet, un qualificatif pour cette explosion d'allégresse, d'énergie, d'innovations, d'émancipation qui submergeait la France. La guerre était finie, la "der des der" disait-on alors ; les femmes qui avaient assumé charges familiales et travail, responsabilités aussi, se voulaient plus libres. Les corsets, jetés au feu par M. Poiret, les jupes se mirent à montrer les chevilles afin de trotter plus vite sur le cher macadam parisien ; tout revivait, reflourissait. La mode féminine s'est faite, alors, chef d'orchestre avec ses velours, ses brochés, ses satins, elle a d'une baguette experte, conduit la symphonie des formes et des couleurs. L'Orient s'invite-t-il dans la peinture, la sculpture ? Il s'affiche aussi dans les imprimés, les broderies, les perles. La Russie, avec l'essor des ballets inspire des coiffures perlées très en vogue, rappelant les kokochjniks des paysannes : des

dalmatiques sont passées sur des robes fluides. L'Afrique impose ses couleurs fortes : les verts, les rouges, le noir. On ose ce que l'on n'imaginait pas avant guerre : l'imagination est reine.

Mesdames Callot, Lanvin, Groult, Vionnet puis Chanel s'en donnent à cœur joie.

La femme se met à pratiquer le sport. Abandonné le jeu de tonneau au fond du jardin ou le diabolo des jeunes filles, on se rend à Deauville ou à Dinard et on réalise qu'il y a aussi la mer. En nouveaux maillots, plus légers, on s'essaie à la natation ; on risque le pantalon de plage, bien large, et sur le court, la jupe... presque aux genoux ! Il faut courir, que diable ! Mademoiselle Chanel n'a-t-elle pas aussi inventé de nous vêtir de tailleurs en "jersey", épais tissu utilisé par l'armée britannique. Nouveauté encore.

Très habilement conçue et réalisée, l'exposition déroule ainsi la

journée de la Parisienne : le matin, au Bois, les visites d'après-midi, les soirées entre amis, à l'Opéra, au music-hall. La garde-robe s'adapte : il faut pouvoir danser les nouvelles danses comme le charleston importé par Joséphine Baker en 1925 ; les jupes s'ornent de franges perlées ou de plumes d'autruche du plus grand effet. La scénographie d'Antoine Fontaine et Jean-Marc Jeanclos apparaît comme une réussite. Tout au long du parcours, des écrans projettent des actualités de l'époque, évoquant les robes exposées. On détache difficilement les regards de ces tenues signées Jeanne Lanvin, Lucien Lelong, Jean Patou ou Worth. Dans un souci du détail, les accessoires sont aussi présentés : sacs, pochettes en satin ou cuir "de reptile", gants, chapeaux, souliers "Salomé" aux talons "strassés", endiamantés, pourrait-on dire.

Tout au long de cette visite nos pas sont guidés par les chansons

de l'époque, "sotto voce", Mistinguett nous sussure que "Paris, c'est une blonde..." tandis que Joséphine a deux amours au cœur, son "pays" et "Paris".

MONIQUE BEAUMONT

* *Les Années folles 1919-1929*. Musée Galliera, 10 avenue Pierre 1^{er} de Serbie, Paris XVI^e, 01 56 86 00 tous les jours, sauf lundi, jusqu'au 29 février 2008.



Images d'histoire

par
Anne BERNET

Le sept centième anniversaire de la destruction de l'ordre du Temple a suscité beaucoup de publications, sérieuses ou pas. *Les Templiers*, une fabuleuse épopée de Patrick Huchet ne prétend pas apporter de révélations fracassantes, mais il s'agit d'un travail bien fait, documenté, raisonnable, qui ne sombre jamais dans les délirants prétendant transformer les moines soldats en crypto-musulmans, en précurseurs de la franc-maçonnerie ou en gardiens d'un prétendu trésor. Loin des fantasmagories, le livre va à l'essentiel, s'appuyant sur une iconographie remarquable pour faire revivre, à travers miniatures, enluminures, fresques, mais aussi ce qui reste des commanderies, le quotidien des Pauvres Chevaliers du Temple dont le destin fracassé demeure l'une des grandes tragédies de notre histoire.

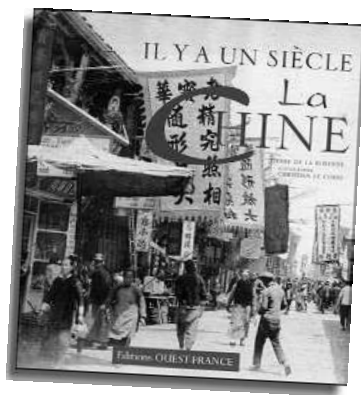
Piraterie

D'autres trésors dormiraient au creux de rochers sur les îlots des Caraïbes. Fruit d'abordages sanglants ou de raffles hasardeuses contre les cités coloniales, cet or a perpétué la légende des *Pirates et flibustiers*. Sans doute vaudrait-il mieux s'intéresser aux motivations de ces hommes, aux utopies anarchistes qu'ils nourrissaient et tentèrent à l'occasion d'appliquer. Reste que le public, quant à lui, préfère entendre parler de navires sous pavillon noir, de doublons et de débauches dans les tavernes louches.

Édouard Brasey et Ève Lagarde le savent, même s'ils ne sont pas dupes de ce folklore. Ils ne se cachent pas, avec ce récit romancé donnant l'occasion aux plus fameux frères de la côte, de raconter leur vie, de préférer la légende à la vérité. C'est ce qu'attend le lecteur.



Les grandes puissances peuvent, elles aussi, user de piraterie. L'empire du Milieu en fit les frais au XIX^e siècle, quand il s'offusqua de voir l'Angleterre trafiquer l'opium sur son territoire. La France s'en mêla. Cela se termina par la destruction du Palais d'été et une rancune compréhensible des autorités chinoises obligées de supporter comptoirs étrangers et intrusions croissantes des Occidentaux. Fallait-il s'en accommoder, prendre à l'envahisseur ses techniques modernes, ou le rejeter ? Les derniers empereurs ne parvinrent pas à résoudre ce dilemme, cela leur coûta le trône. Cependant,



cette ouverture forcée à la modernité permit aux Européens de découvrir un monde millénaire inchangé et d'en rapporter d'inesestimables images. Pierre de La Robertie et Christian Le Corre

ont, dans *Il y a un siècle la Chine*, pour illustrer ce choc des cultures, rassemblé un choix de photographies et dessins de presse qui montrent mariage, enfance, transports, agriculture, crises politiques, justice, urbanisme, loisirs. Et la prodigieuse faculté d'adaptation des Chinois au progrès, dont ne tarderait pas à naître la peur du "péril jaune".

Exotisme

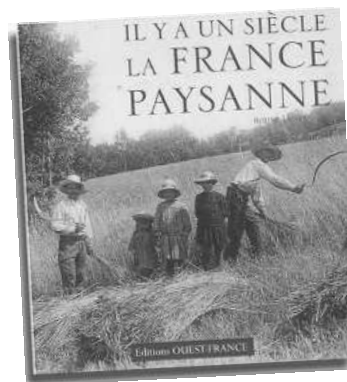
Le goût de l'exotisme de l'époque relève-t-il d'une saine curiosité ou d'un sentiment de supériorité méprisante ? Avec *Rêves mauresques*, Safia Belmenouar, Gérard Guicheteau et Marc Combier ne se posent guère la question, dans la certitude que tout regard français sur l'Afrique du Nord était d'obligation insultant et stupide. Parti pris sans nuance appuyé sur une collection de cartes postales du début du XX^e siècle où, il est vrai, abondent clichés convenus et beautés locales dévêtues. Faut-il pour autant tout réduire à ces scènes de genre et ces coquinerie pour pioupiou ?

Regarder les cartes postales publiées à la même époque dans nos provinces inspire un sentiment analogue ; convient-il d'en conclure à un racisme du Parisien envers les provinciaux, ou à une recherche maladroitement pittoresque ? Il suffit pour s'en persuader de parcourir les albums de la collection *Mémoires d'hier*, qui publie des albums de cartes anciennes, compte déjà une trentaine de titres et autant de départements. Parmi les derniers parus, un très beau *Finistère 1900-1925*, de Jean Quinquis. S'indignera-t-on d'y voir une mère de triplées exhiber ses fillettes ? Des mendiants tendre la main, des jeunes filles vendre leurs cheveux au perruquier, des enfants aller en classe les sabots à la main de peur de les user ? Ce serait ne rien comprendre à ce passé récent, et pourtant si lointain que certains clichés pourraient avoir deux ou trois cents ans de plus... Ces images témoignent d'une pau-

vreté réelle, de difficultés inconnues de nos sociétés assistées, mais aussi de vertus, de talents, de beautés et de grandeurs qu'il ne faut pas laisser sombrer dans un injuste oubli.

Usages ruraux

Qu'il ne s'agit pas d'une manifestation de supériorité du citadin envers le "plouc", en témoigne également *Il y a un siècle la France paysanne*, de Rosine Lagier. C'est tout le pays, du nord au sud et de l'est à l'ouest, qui est scruté dans ces pages, faisant revivre usages ruraux, cadres de vie, méthodes de travail, éle-



vages locaux, bêtes primées, modernisation progressive. Là encore, certaines images sont intemporelles et pourraient renvoyer à des temps immémoriaux ; d'autres annoncent une évolution qui mettra un terme à des façons d'être et de penser, à un monde qui, bientôt, semblera inconcevable. ■

- * Patrick Huchet : *Les Templiers. Ouest-France, 140 p., 30 euros.*
- * Édouard Brasey et Ève Lagarde : *Pirates et flibustiers du bout du monde. Hors Collection, 145 p., 25 euros.*
- * Pierre de La Robertie : *Il y a un siècle la Chine. Ouest-France, 166 p., 25 euros.*
- * Safia Belmenouar, Gérard Guicheteau, Marc Combier : *Rêves mauresques. Hors Collection, 144 p., 22 euros.*
- * Jean Quinquis : *Le Finistère, 1900-1925. Éditions de Borée, 180 p., 32 euros.*
- * Rosine Lagier : *Il y a un siècle la France paysanne. Ouest-France, 166 p., 25 euros.*

FRANÇOIS LEBRETTE
ET FRANÇOIS GUÉNÉT
**Fêtes
et célébrations
religieuses d'antan**

Presses de la Renaissance.
128 p., 25 euros

L'Église et le catholicisme ont connu, avec le concile, une telle évolution que pratiques et croyances hiérarchiques paraissent ridicules à la génération suivante. Cet album dit ce qu'était l'existence chrétienne il y a un demi-siècle. Du Second Empire aux années cinquante s'y suivent processions de la Fête-Dieu, premières communions, mariages en grandes pompes, obsèques solennelles, pèlerinages, fêtes patronales. Les prêtres y sont en soutane, les filles de Saint Vincent de Paul portent la cornette, et l'on ne communiait pas le dimanche sans s'être confessé la veille. Tout cela était normal, et, par bien des aspects, aurait dû le rester.

ARMELLE LEROY
**Un siècle
de scoutisme**

Hors Collection, 180 p., 29,90 euros

Lors de son introduction en France en 1913, le scoutisme fit l'objet d'hostilité de la part de la hiérarchie catholique. Le mouvement venait d'Angleterre, se teintait de protestantisme, et le roman de Kipling, Kim, dont Baden-Powell s'inspirait, était soupçonné de véhiculer un enseignement maçonnique. Armelle Leroy publie Un siècle de scoutisme, sérieusement documenté, très illustré, entre autres par des dessins de Pierre Joubert, très exhaustif mais qui, par certains côtés, irritera ceux pour qui scouts et jeunesse catholique ont fini par se confondre, ce qui est loin d'être le cas.

LAURENT CHOLLET
**Mai 1968, la révolte
en images**

Hors Collection, 110 p., 21 euros

C'est à un mouvement de jeunesse d'un tout autre esprit que s'est ici consacré Laurent Chollet, habituel complice d'Armelle Leroy. Le grand atout de ce travail est de ne pas se borner aux événements mais de remonter à la source, d'analyser le climat de la fin de l'ère gaulliste, les fermentations, passées inaperçues, qui agitaient intellectuels, étudiants et militants de groupuscules gauchistes. Milieu impénétrable rendu plus compréhensible, tout comme une révolution qui se fit moins dans les rues, malgré les barricades, que dans les mentalités. Il fallut du temps pour le comprendre ; Chollet, lui, l'explique parfaitement.

A.B.

Début de l'an

Les calendriers sont devenus objets de décoration, invitations au dépaysement et au rêve. Celui de Sandrine Gestin offre un voyage onirique dans l'univers des fées. De mois en mois, ses illustrations poétiques aux teintes douces permettent un retour émerveillé vers l'enfance des contes et des légendes. Enchantement assuré. Plus terre à terre, mais non dénué de beauté et de charme, lui non plus, l'agenda du jardin 2008 de Jerry Harpur entraîne chaque semaine dans les allées de quelques-uns des plus beaux jardins privés ou publics du monde, avec une prédilection pour ceux de l'hémisphère Sud. Des conseils pratiques permettent de ne rien oublier des moments favorables aux plantations, tailles et récoltes, un calendrier des principales fêtes des plantes donnera des idées de sorties aux plus passionnés d'horticulture et de botanique. A.B.

* Sandrine Gestin : *Calendrier des fées 2008. Hors Collection, 15 euros.*

* Jerry Harpur : *L'Agenda du jardin 2008. La maison rustique Flammarion, 128 p., 15,95 euros.*



LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre PUJO
Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST,
Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE,
Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT

Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005...

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

Sarkozy, Bigard et Bernanos au Vatican

Malgré, ou peut-être à cause des vacances de Noël, la visite présidentielle au Vatican a suscité une intense activité sur la blogosphère. Voici un aperçu des différentes réactions.

Ainsi Jean-Pierre Chevènement (1) est inquiet : Sarkozy risque de choquer des consciences. Il rappelle que « la laïcité, c'est la croyance dans la capacité humaine à définir le bien commun dans l'espace public, en le soustrayant de l'empire des dogmes ». Moins mesurée, la tendance générale des blogs de gauche est à crier au scandale et au baffouement de la laïcité. Sur le site de campagne de José Bové (2), on s'attache surtout à fustiger la présence de l'humoriste Bigard. Sarkozy y devient le « chaînon manquant » entre le Saint-Père et Jean Marie Bigard, « quelque part entre un comique de corps de garde et un pape conservateur et sombre ».

Sur les blogs catholiques, les avis sont partagés. Si Gérard Leclerc (3) salue le « lyrisme convaincu » du président et se félicite de sa célébration du « passé chrétien de notre pays », au Salon Beige (4) on affiche son scepticisme : lors de la révision des lois bioéthiques, « la République demandera-t-elle des éclaircissements éthiques aux catholiques ? » Patrice de Plunkett (5), lui, titre : « Sarkozy chez Benoît XVI... Et ensuite ? », et constatant que cette visite présidentielle ne constitue pas un précédent, rappelle que « l'alliance du trône et de l'autel ne nous menace guère ».

Les thuriféraires du régime semblent être les seuls à se féliciter du déroulé de cette visite. Ainsi Patrick Devedjian (6), qui remarque que les racines chrétiennes sont avant tout à la base « des valeurs fondamentales [de] la république et la démocratie ». Du coup, il juge la plupart des critiques évoquées « archaïques et décalées ». Pierre Assouline (7) sort du lot en s'intéressant aux livres offerts par le Président au Saint-Père : La Joie et L'Imposture, de Bernanos, soulignant qu'ils avaient déjà été lus par l'intéressé. Il revient sur ces « œuvres puissantes, traversées par des visions troublantes [...] sur le thème du rachat par la communion des saints et la réversibilité des mérites ». Une vision d'avenir ?

PHILIPPE ALEYRAC

(1) www.chevenement.fr
(2) www.unisavecbove.org
(3) www.france-catholique.fr
(4) lesalonbeige.blogs.com
(5) plunkett.hautetfort.com
(6) www.blogdevedjian.com
(7) passouline.blog.lemonde.fr

Ton corps est une marchandise

Son numéro bien en évidence sur sa hanche, debout sur une mini-moto rouge, le micro pour préciser que chanter est un atout supplémentaire, mais surtout plus que court vêtue de cuir, donnant ainsi une image sexuée, cette petite fille de sept ans abandonne toute son innocence pour participer à un concours de mini-miss. Ayant « passé l'âge de jouer à la poupée, [le] truc, c'est d'être star », les jeunes participantes au concours de mini-Miss France 2008 « chantent, dansent et se trémoussent sur une bandeson » comme lors de la Star Ac ou de la Nouvelle Star. Et comme l'indique Libération (1), « ça sent évidemment les intenses séances de coaching parental, mais le résultat est là : elles assurent ». Pur objet du narcissisme des parents, plus intéressés par une éphémère gloire sociale et publique que par l'éducation de leurs enfants, ces petites filles, ainsi préparées à se vendre et à séduire uniquement par une attitude et une apparence sexuée, constituent des victimes potentielles pour des pervers. Pervers déjà excusés par le relativisme des mœurs de la société moderne...

Le veau d'or

« Week-end chez Mickey avec Carla Bruni, style ostentatoire et direct, Nicolas Sarkozy bouleverse la fonction présidentielle », sans oublier « ses amis à l'argent facile, ses vacances de nouveau riche ». Le quotidien fondé par Serge July (2)

22 NOVEMBRE, 20 HEURES, TOUTES CHAÎNES CONFONDUES :

La France de la Star Ac' découvre indifférente l'existence et la disparition de Maurice Béjart. Ses amis disent de lui qu'il était grand et surtout révolutionnaire, ses ennemis juste moderne et les cyniques que la taille importe peu chez les classiques même, hélas, chez les nouveaux.

7 ET 8 DÉCEMBRE, FRANCE 2, LE TÉLÉTHON :

Ennuyeux marathon télévisuel, le Téléthon est l'exemple type du dérèglement mental qui consiste à faire passer toute vérité pour son contraire. Depuis le domestiquage total des comportements humains par télédiffusion, la destination scientifique de l'acte de charité s'est substituée à sa dimension chrétienne. Non rentables, les maladies orphelines n'intéressent pas l'industrie de la santé. Aussi, dans un monde gouverné par l'économie de croissance, il est vain de chercher une autre logique à cette industrie que de contrefaire la vie en fonction des intérêts du marché. C'est pourquoi, en faisant défiler sur nos écrans quelques accidentés de l'autoroute génétique, l'ingé-

REVUE DE LA PRESSE

consacre ainsi plusieurs pages au fameux style bling-bling cher à l'actuel hôte de l'Élysée. Lunettes de soleil dignes d'un mauvais commercial nostalgique d'un certain mauvais goût propre aux années quatre-vingt, amour immodéré et affirmé des montres les moins discrètes possible, attitude plus proche de Berlusconi que de De



« Week-end chez Mickey avec Carla Bruni, style ostentatoire et direct, Nicolas Sarkozy bouleverse la fonction présidentielle. »

Gaulle, Nicolas Sarkozy affirme par son style et son attitude sa passion pour le modèle du self-made-man très américain. Et une des photos qui illustre le dossier de Libé le montre en compagnie de ministres et de conseillers dans une posture digne des plus mauvaises publicités où l'on promeut les winners. Une image qui déroute tellement que des élus de la majorité présidentielle s'interrogent sur cette nouvelle façon

d'exercer la fonction présidentielle. Comme François Goulard qui rappelle que « tous les présidents de la République ont été des hommes de culture, même Chirac », ou Hervé Mariton qui s'« inquiète du « matérialisme » qui pousse le chef de l'État à traiter comme une vulgaire simplification administrative la réforme du divorce ». Et dire que le bling-bling n'est autre que l'amour des rappeurs américains pour les gros bijoux et les tenues de « maquereaux », et tout ce qui a trait à la culture gangster des ghettos urbains...

Mais qui c'est celui-là ?

D'Action Man à « Speedy », sans parler des journaux allemands qui le voient comme un nouveau Napoléon et l'affublent du sobriquet de Kraftmeier (Monsieur Muscles), ce qui est frappant pour Marianne (3), qui a recensé bon nombre d'articles de confrères étrangers, c'est « l'incroyable liberté de ton dont ils usent. En un mot, ils osent. Il leur arrive parfois de se tromper, [...] mais ils osent. » Que dire, en effet, du Guardian qui se demande « comment expliquer son cursus placé sous le signe de l'esbroufe et de la félonie ? », de La Repubblica qui doute que « cette explosion permanente de décisionnisme qui transforme ses prédécesseurs en paralytiques fasse longtemps illusion », du

journaliste du Financial Times, John Thornhill, pour qui « il serait naïf d'attendre de lui une quelconque cohérence » ? L'un des plus critiques est le très influent et très libéral The Economist pour qui Nicolas Sarkozy ne serait « qu'un néoconservateur en peau de lapin qui, contrairement à ses mentors Thatcher et Reagan, tergiverse et ajourne les décisions qui font mal ». Sans oublier La Stampa qui voit dans l'hôte de l'Élysée « l'un des dirigeants européens les plus surannés ». Ce qui a également marqué la presse étrangère, c'est le revirement de la diplomatie sarkozyste qui semble avoir bien oublié sa promotion des Droits de l'homme pourtant proclamée au début du mandat. Courrier international (4) revient sur « la realpolitik française vue de l'étranger », passant pour une « triviale poursuite ». Ainsi, « les « op-primés du monde » [semblent oubliés], Nicolas Sarkozy préfère pratiquer une realpolitik à re-lents commerciaux, note El-Watan. Même les intellectuels français ont perdu la voix, ironise la Frankfurter Allgemeine Zeitung. Chinois et Russes sont les seuls à se réjouir de cette diplomatie « complexée ». Des intellectuels, qui comme André Glucksmann, « étaient habitués à voir réagir les hommes politiques à leurs protestations. Le mépris et la suffisance de Sarkozy bousculent leurs vieux schémas. »

ARNAUD NAUDIN

(1) N°8277 du 17/12/2007.
(2) Libération n°8279 du 19/12/2007.
(3) N°556 du 15 au 21/12/2007.
(4) N°893 du 13 au 19/12/2007.

LE TROISIÈME ŒIL



s'étranglent d'indignation à la venue du colonel Kadhafi. Aveuglés par leurs fondamentaux « droit-de-l'hommistes » aucun ne se pose la question de savoir si géopolitiquement cette venue a un sens ! Non, ils bondissent et occupent l'écran. À droite, pour l'équilibre, Rama Yade se découvre une âme en même temps que l'existence du microphone dont aussitôt elle abuse. À l'Élysée on manœuvre petit braquet, façon VRP : « j'ai rempli le carnet ». À 20 heures Sarkozy nous cause contrats, euros, gros gâteaux et, du bout du pied, donne l'impression de vouloir cacher sous le tapis le rat crevé. À

gauche, crédule, la main sur le cœur, on s'agite, on crie à l'into. Les sondages grimpent et un instant on rêve en rose. Et puis : puitch ! plus rien, à Lisbonne le nouveau traité est signé, la caméra se retourne et, à Paris, Kadhafi s'est envolé. La manœuvre a parfaitement réussi : partout les médias grondent, avec la meute Rama Yade aboie, mais ne démissionne pas, Chevènement rit, Sarkozy signe, le divertissement achevé Kadhafi s'en va et, en silence, la caravane du Traité est passée... et puis, pour tout faire oublier, maintenant c'est Carla que VOICI !

DENIS ABOUT

L'ACTION FRANÇAISE **TARIF DES ABONNEMENTS** (paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

DU 10 AU 17 DÉCEMBRE, À TOUTE HEURE, TOUTES CHAÎNES CONFONDUES :

Sur tous les plateaux, politiques, experts, journalistes



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



ÉDITORIAL MILITANT : VŒUX ET GALETTES

Le mois de janvier voit revenir dans nos fédérations et nos sections le temps des vœux, des galettes et des messes pour Louis XVI. Au-delà de ces mobilisations traditionnelles, de ces nécessaires commémorations, nous ne devons pas perdre de vue que nos actions doivent être d'abord politiques, fondées sur une permanente critique de l'actualité. C'est à ce prix que nos idées progresseront dans l'opinion. L'année qui se clôt a vu s'affirmer encore un peu plus les ennemis de la France, et sa décomposition au profit de l'Union européenne. Malgré tous nos efforts, la France s'éloigne de plus en plus de sa mission. C'est à nous,

nationalistes et royalistes d'Action française, durant cette année 2008, de redoubler d'efforts et de concentrer nos énergies autour du combat pour la France, afin qu'elle retrouve les institutions qui l'ont forgée et qui seules pourront la rebâtir. Nous avons une arme qui ne demande qu'à être plus exploitée, L'Action Française 2000. Au moment des résolutions de début d'année, il faut penser au développement du journal : faire des abonnés, organiser de nouveaux points de vente, en somme diffuser la pensée d'Action française !

THIBAUD PIERRE



215^e anniversaire de la mort du roi Louis XVI

PARIS

Dimanche 20 janvier 2008

CORTÈGE AUX FLAMBEAUX EN HOMMAGE AU ROI MARTYR

Rendez-vous à 19 heures précises devant l'église de la Madeleine (Paris 8^e), métro Madeleine, ligne 12 ou 14.

GALETTES DES ROIS

PARIS

Le Centre royaliste d'Action française d'Île-de-France vous convie à sa Galette des Rois le vendredi 18 janvier 2008 de 18 h 30 à 20 h 30

Salle Paroissiale Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre (métro Louvre-Rivoli, ligne 1)
Participation aux frais : 12 euros - Étudiants, chômeurs, enfants : 6 euros.

LYON

Samedi 26 janvier à 19 heures

Sous la présidence de Stéphane Blanchonnet, avec la participation de Philippe Champion

Participation 10 euros - Enfants, étudiants, chômeurs : 5 euros
Inscription souhaitée avant le 19 janvier par téléphone au 06 82 83 92 00 ou par courriel à thidal@aol.com

BORDEAUX

Samedi 26 janvier à 10 h 30

Débat suivi d'un déjeuner sur le thème "L'Action française contre le mondialisme" animé par Pierre Hillard

Au restaurant Le Xaintrailles, 114, boulevard du maréchal Leclerc, 33000 Bordeaux.
Participation aux frais : 23 euros par personne
Inscription avant le 22 janvier 2008
Règlement à l'inscription par chèque à l'ordre de Vincent Gaillère

BIARRITZ

Samedi 26 janvier à 17 heures

Galette des Rois sous la présidence de M^e P. Forbatat-Labatut et en présence de Pierre Hillard qui évoquera "L'Action française contre le mondialisme"

34, rue de Parme, 64200 Biarritz
Participation aux frais : 5 euros par personne
Inscription avant le 22 janvier 2008 - Règlement à l'inscription par chèque à l'ordre de Vincent Gaillère

PERPIGNAN

Samedi 9 février

Galette des Rois en présence d'Aristide Leucate

Plus d'informations dans le prochain numéro

PARIS

■ La messe pour le repos de l'âme du roi Louis XVI sera célébrée à Paris, à la demande de l'Œillet blanc, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France, le Lundi 21 janvier 2007 à 12 h 15.

■ M. l'abbé Michel célébrera une messe le 21 janvier place de la Concorde à 15 heures.

LIMOGES

■ Messe en rite tridentin avec lecture du testament de Louis XVI le dimanche 20 janvier à 10 h 30, chapelle Saint-Martial, avenue des Bénédictins.

■ Les royalistes limousins pourront aussi se joindre à la messe de 11 h 15 le lundi 21 janvier en l'église Saint-Michel des Lions. Repas amical à midi ce même jour au restaurant Lou Palissou, 32, rue Delescluze. Réservation au 05 55 32 47 74.

NÎMES

■ Samedi 26 janvier à 11 heures, église Sainte-Perpétue, boulevard de Prague.

THIBERVILLE

■ Dans le diocèse d'Évreux, messe traditionnelle en l'église paroissiale célébrée par M. l'abbé Michel le samedi 19 janvier 2008 à 17 heures.

TOULON

■ Le lundi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-François de Paule, place Louis Blanc (en bas du cours Lafayette). On associera cette année à celui de Louis XVI le souvenir de Pierre Pujo.

NANTES

■ Dimanche 20 janvier à 11 h 15, messe célébrée par l'Abbé Chéreau en l'église Saint-Clément.

* D'autres messes seront annoncées prochainement.

Pour assurer la pérennité de L'Action Française 2000, vous pouvez nous aider :

En vous abonnant

Les abonnements constituent des revenus réguliers pour notre journal. Règlement possible par prélèvement automatique trimestriel (30 euros tous les trois mois : à la portée de tous).

En renouvelant votre abonnement dès la première relance

Vous nous ferez gagner du temps et de l'argent en nous évitant des relances.

Merci d'avance !



VENDREDI 11 JANVIER 2008

Conférence de Philippe Champion AGIR POUR LA FRANCE PAR L'ACTION FRANÇAISE

À 19 h 15 dans les bureaux de l'Action française
10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
(Métro Palais Royal)

C.R.A.F.
ASSOCIATION DÉCLARÉE

10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ PAR PIERRE JUHEL

PRÉSIDENT PAR INTÉRIM : STÉPHANE BLANCHONNET
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : THIBAUD PIERRE

CHARGÉS DE MISSION

FORMATION : PIERRE CARVIN
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS : ALEXANDRE APREVAL
ADRIEN CHARVET
ROMAIN VINDEZ
ADMINISTRATION :

Mlle DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :

MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

SLOGAN

Théoriquement chargé de publier de véritables analyses, le Fonds Monétaire Internationale se contente, dans son dernier rapport, de manier des slogans : « **La France a indubitablement besoin de travailler plus si elle veut gagner plus.** » Si on ne peut pas accuser Dominique Strauss-Kahn d'être ingrat envers Nicolas Sarkozy, qui a appuyé sa nomination à la présidence du FMI, on voit en tous cas que s'amenuisent les derniers espoirs des socialistes qui espéraient un retour de DSK en 2012.

CHANOINE

Toujours actifs malgré l'affaiblissement de l'influence de l'Eglise, les laïcards sont montés nombreux au créneau pour dénoncer l'intronisation du président de la République en qualité de chanoine honoraire de la basilique Saint-Jean-du-Latran. On préférera, pour notre part, prier dans l'espoir que Nicolas Sarkozy ait effectivement renouvelé publiquement cette tradition pour rappeler les liens entre l'Eglise et sa fille aînée... plutôt que par simple goût de l'apparat et des honneurs.

CONVERSION

On a rarement vu conversion aussi spectaculaire : à Rome, le président de la République s'est déclaré ami de « **tous les courants de pensée qui considèrent que la vie ne se résume pas à la recherche du gain, du pouvoir et de la réussite.** » Il déclarait quelques mois plus tôt à un proche qu'il décorait de la Légion d'Honneur : « **Tu es riche, tu as une belle maison. Tu as fait fortune. Peut-être plus tard y parviendrais-je moi-même.** » Nous sommes donc ravis de savoir qu'il a, depuis, découvert d'autres valeurs que financières.

PACTOLE

Avocats et notaires sont en guerre à propos de la réforme du divorce. L'enjeu est de taille : les avocats veulent continuer à toucher les heures de conseils données aux couples qui divorcent, alors que les notaires voudraient accéder au gâteau en se payant en pourcentage des biens à partager. Dans un pays où l'on prononce 155 000 séparations par an, on comprend que le pactole excite les convoitises. Tout est marchandise...

GUILLAUME CHATIZEL

Notre seule querelle

Nul trait ne décrit mieux M. Sarkozy que cette réflexion tombée de la bouche même de sa mère : « **Quand Nicolas était petit, il n'y avait pas moyen de le faire lire, il passait son temps devant la télévision** » ; rayonnant devant les photographes à Mickeyland-Paris en la compagnie d'une sorte de poupée Barbie, courant les capitales pour embrasser sur les deux joues princes, chefs d'État ou chefs de gouvernement comme un gagnant du loto, jouant à la politique comme une sorte de Zorro éternellement providentiel, cet enfant littéralement élevé par la télé ne saurait être dit Président de la République française seulement parce qu'il ne dispose, de par sa personne, ni de l'onction ni de l'étoffe ni de la culture d'un Président, mais surtout parce qu'il n'y a rien à présider, hormis une gigantesque opération de communication, ombre de pouvoir qui, écrit Baudrillard, « **n'est là que pour masquer le fait qu'il n'existe plus** ».

M. Sarkozy est donc parfaitement l'homme de la situation pour les oligarchies qui règnent tout à l'aise derrière ce pauvre paravent, lui fournissant, yachts, jets et médias à volonté. La vérité est que, en ce début de siècle, la République est nue, autrement dit que, pour l'heure, la politique elle-même s'est volatilisée.

De ce point de vue, il importe peu que le prétendu "gouvernement" s'ouvre à droite ou à gauche, attendu que l'ensemble du parti UMPS ne joue plus qu'un rôle de représentation ; il importe seulement de rétablir la politique en elle-même, et, pour commencer ce que Jean Bodin nommait « **le parti des politiques** ». Autour de nous, ses débris gisent éparés sur le

champ dévasté du Bien Commun : là, un morceau de gauche nationale (elle le fut, par épisodes), quelques restes de gaullisme et des embryons de droite nationale (elle ne l'est pas toujours, loin de là), toute la question étant de savoir si nous sommes capables, en



Les poilus de Verdun, "empereurs en leur royaume"

ramassant ce qui reste, de reformer un grand parti de la nation française, cet impérissable môle qui ressurgit toujours, tôt ou tard, sous les décombres des pouvoirs illégitimes - et, préalable bien sûr nécessaire, de créer un organe d'expression de la nation française. Choses d'ailleurs simples : il suffit d'ouvrir ce tabernacle dont nous sommes les gardiens, l'histoire de France, qui est un avenir autant qu'elle est un passé en ce qu'elle recèle notre être même, notre permanence, en somme cet *essentiel de soi* à quoi tout revient toujours, par quoi tout continue toujours.

La revendication de souveraineté

L'essentiel de nous-mêmes, qu'est-ce à dire ? Plus que jamais il importe de le repérer et de le

nommer. Répétons donc inlassablement que la nation française s'est toujours constituée, on pourrait dire *ordonnée*, autour d'un élément central, qui court au fil des siècles depuis les premières résistances des Gaulois à l'empire de Rome, jusqu'aux résistances, certes plus diplomatiques à l'empire américain, en passant par les innombrables guerres qu'il fallut soutenir face aux Sarrasins venus du Sud, aux Anglais venus du Nord, aux Germains venus de l'Est, dont les tentatives de faire l'Europe sont sans cesse renouvelées. Cependant, si la résistance est un réflexe naturel (tout ce qui vit résiste, ou disparaît), elle n'est pas pour autant un but en elle-même : le véritable élément organisateur reste la revendication de souveraineté, clef de voûte d'un espace politique autonome où se forme la conscience d'un Bien Commun mis en œuvre par un État impartial. Dès 987, les feudataires réunis à Senlis écartent l'héritier carolingien, Charles de Basse Lorraine, parce qu'il « **a poussé l'imprudence jusqu'à s'allier à un prince étranger** » plaide Adalbéron ; « **Hugues Capet, écrit Bainville sans détours, fut élu en qualité de prince national** » ; un roi n'est roi que s'il est, selon la récurrente formule des légistes, « **Empereur en son royaume** », c'est à dire pleinement souverain, ce que réaffirmera Jeanne repoussant l'Anglais à Orléans et Patay avant de faire reconnaître la légitimité de Charles VII. Toute légitimité procède de la souveraineté, moteur de toute notre histoire jusqu'aux poilus de Verdun, jusqu'aux conscrits de la France libre.

Notion cardinale, la souveraineté se décline sous trois espèces

distinctes et solidaires : elle est à la fois une volonté d'indépendance face aux hégémonies extérieures ; une autorité face aux féodalités qui prétendent peser sur le Bien commun, voire s'y substituer ; et, troisième volet qui n'est pas le moindre, elle est l'ultime protection d'une identité, mieux vaudrait dire d'une *civilisation propre* dont l'originalité tient à la fois aux principes spirituels, religieux, moraux et politiques, à la singularité d'une langue comme aux œuvres de l'esprit, quelle qu'en soit la forme.

Le parti de la nation

Ainsi, qu'il s'agisse de souveraineté nationale, de souveraineté politique ou de souveraineté culturelle, la question politique française procède-t-elle toujours d'un même effort, multiséculaire à travers ses métamorphoses : construire une nation singulière parmi les nations singulières. En France, la question politique tient tout entière à la construction, la protection et la perpétuation d'un cadre politique propre, c'est à dire d'une souveraineté, bien devant qu'au contenu qui lui est donné au gré des gouvernements ou des conjonctures ; cet archaïque ultime surplombe tout gouvernement, elle est même la condition de tout gouvernement, quelles que soient les orientations, de droite ou de gauche, qu'il entend donner à son action. Telle est notre affaire, telle est la seule cause du *parti de la nation*, aussi âpre aujourd'hui qu'elle le fut toujours, à l'heure où les hégémonies et les oligarchies de toutes espèces se liguent sous le fallacieux nom d'Europe. Telle sera notre seule querelle au XXI^e siècle, comme elle l'est depuis plus d'un millénaire.

CHARLES MOUSSAY

CETTE ANNÉE-LÀ...

1661

Louis XIV faisait arrêter le surintendant Fouquet

■ Cette année-là, Louis XIV, 23 ans, tout récemment marié à Marie-Thérèse, infante d'Espagne, archiduchesse d'Autriche, entendait exercer désormais son pouvoir personnel, d'autant que la mort du cardinal Mazarin le 9 mars lui offrait l'occasion d'affirmer pleinement son autorité. Si le pouvoir royal, triomphant de la Fronde, avait abaissé les puissances féodales, celles-ci risquaient bel et bien d'être remplacées par les puissances d'argent, encore plus dangereuses car elles pourraient alors séduire les gens de lettres et façonner l'opinion... Le danger n'échappait point au jeune roi.

Nicolas Fouquet, né en 1615, avait été nommé en 1653 surintendant général des Finances. Intelligent, ami des arts et débordant d'activité, il s'était approprié une immense fortune, en grande partie aux dépens des finances publiques. Mazarin lui-même n'avait pas été exempt de ce pé-

ché, mais au moins s'était-il racheté par les services rendus à la nation. Fouquet, qui se croyait déjà le seul successeur possible du cardinal, avait réuni autour de lui toute une cour de protégés, d'administrateurs, d'artistes et de gens du monde. Ses moyens étaient tels qu'il s'était aménagé à Belle-Île une véritable place forte ! N'était-ce pas se montrer fidèle avec un peu trop d'ostentation à la devise de sa famille Quo non ascendet ? (Jusqu'où ne montera-t-il pas?)

On dit souvent que, s'étant fait bâtir le magnifique château de Vaux-le-Vicomte par les plus grands architectes et artistes du temps (Le Vau, Lebrun, Le Nôtre),

Fouquet s'était attiré la jalousie du souverain en organisant pour lui en ces lieux le 17 août 1661 une fête éblouissante... Il s'agissait dans ce cas de bien autre chose que de jalousie ! Louis XIV ne pouvait tolérer qu'un homme d'argent prétendît devenir une force politique et s'ériger en arbitre souverain de l'État.

Trois semaines après la fête tapageuse de Vaux, le 5 septembre, l'opulent et quelque peu naïf surintendant fut arrêté à Nantes par une compagnie de mousquetaires du roi commandée par le capitaine d'Artagnan, pour être déferé devant une cour d'exception. Après trois années de procès les juges se pronon-

cèrent pour la confiscation des biens de l'accusé et son bannissement. Or Louis XIV, qui ne souhaitait pas le voir intriguer de l'étranger ou divulguer certains secrets d'État, transforma la sentence en détention perpétuelle. Ainsi l'ancien ministre fut-il accompagné par une escorte de cent mousquetaires à la forteresse de Pignerol dans les Alpes savoyardes où il resta enfermé jusqu'à sa mort le 23 mars 1680.

La sévérité inflexible du roi était à la mesure de la gravité de la situation. Il fallait frapper fort pour que, comme écrit Jacques Bainville dans son Histoire de France, chacun sût que désormais « **nul n'aurait licence de s'enrichir à la faveur du désordre et aux frais de l'État.** » Le roi, loin des soucis électoralistes des politiciens d'aujourd'hui, n'avait nul besoin de ménager les puissances d'argent...

MICHEL FROMENTOUX